

## Plus de 8 millions de personnes pauvres en France



(PHOTO THÉQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

*Selon un rapport de Médecins du monde, le pays vivrait un « krach sanitaire » dû à l'augmentation de la pauvreté et aggravé par les mesures du gouvernement. Mais il semble que le pire soit à venir.*

**L**a semaine dernière, une polémique éclatait concernant le nombre de personnes pauvres en France. Selon le gouvernement qui venait de publier un rapport, la pauvreté aurait reculé en 2009 ! Une fois encore, nos dirigeants essaient de nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Déjà au cours des derniers mois, il a tenté de nous convaincre que le pouvoir d'achat s'élevait, alors que nous voyons tous au moment de passer à la caisse des supermarchés, de payer notre loyer, le gaz, l'électricité ou l'essence, que la seule chose qui n'augmente pas, ce sont nos salaires.

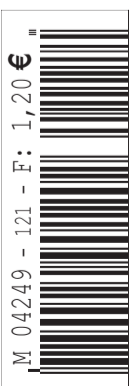
Mais l'objectif du gouvernement est assez clair. Lors de la mise en

place du RSA, la loi prévoyait qu'un rapport sur l'évolution de la pauvreté serait rendu public chaque année. En outre, un objectif de réduire d'un tiers la pauvreté en cinq ans était fixé. À l'heure où tous les ministres ont en tête de prouver que Sarkozy a tenu ses promesses, il est important de faire croire que la pauvreté diminue. Et qu'importe si, pour cela, on tord les chiffres. Ainsi, ceux du ministère s'appuient sur le rapport entre le revenu de la population et le revenu médian de... 2006 ! Sûr que s'il prenait celui de 1960, il n'y aurait plus de pauvres en France. Évidemment les associations qui contestent ce rapport font valoir que le seuil de pauvreté se calcule sur le revenu médian de la même année.

C'est même ce qui permet d'en voir l'évolution. Ainsi pour l'Insee, le taux de pauvreté en 2009 était de 13,5% de la population soit 8 millions de personnes (contre 13% en 2008), alors que pour le gouvernement, il serait de 11,8%.

Quelques jours plus tôt, Médecins du monde (MdM) avait tiré la sonnette d'alarme, invoquant un « krach sanitaire » en France. Déjà l'an dernier, des associations caritatives comme celle de l'Abbé-Pierre ou le Secours catholique expliquaient que, de plus en plus souvent, les services sociaux de l'État ou des collectivités territoriales qui n'avaient aucune solution à proposer à ceux et celles qui s'adressaient à eux, les orientaient vers les associations.

SUITE PAGE 2



**REGARDS**  
**Archives nationales, la répression comme seule réponse.** Page 2



**CAMPAGNE**  
**Poutou 2012.**  
Pages 4 et 5



**ACTU INTERNATIONALE**  
**Après les élections en Tunisie.**  
Page 9

## Agenda

**27-29 octobre, Palestiniades, Ivry.**

La Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), vous invite à fêter 30 ans de sport solidaire avec le peuple palestinien.

RV vendredi 28 octobre à partir de 14 heures : rassemblement de tous les acteurs d'hier, d'aujourd'hui et de demain pour comprendre l'action de la FSGT et du sport populaire en Palestine.

Ouverture officielle à 19 heures. Samedi 29 octobre à partir de 9 heures : Forum sur les contributions du sport et de l'éducation populaire au mouvement d'émancipation en Palestine. En partenariat avec la Plateforme des ONG pour la Palestine.

Egalement à partir de 14 heures : ateliers sportifs pour tous et tournoi « un stade pour Gaza », organisé sur les règles de l'auto-arbitrage. En partenariat avec l'Union Sportive d'Ivry. Ouvert à tous. Entrée libre Espace Robespierre Ivry-Sur-Seine Inscriptions sur [www.fsgt.org](http://www.fsgt.org)

**1<sup>er</sup>-3 novembre, mobilisation anti-G20, Nice.**

Le NPA sera présent à la manifestation internationale le 1<sup>er</sup> novembre. RV à 15 heures à Nice.

Le 2 novembre, le NPA participera à un atelier unitaire : « Face aux crises, quelles alternatives de la gauche de transformation sociale et écologique ? » de 12 à 14 heures lors du Sommet des peuples. (lire pages 6 et 7)

**5 novembre, violences faites aux femmes, manif, Paris.**

Manifestation à l'appel de 50 organisations et associations dont le NPA. L'actualité toute récente a montré que les violences faites aux femmes nécessitent une mobilisation à la hauteur des enjeux. RV à 14h30 à Bastille.

**9 novembre, dette, réunion publique, Fontenay-sous-Bois.**

Dette, austérité, ce n'est pas à nous de payer ! Réunion publique du comité NPA de Fontenay-sous-Bois (94). RV à 20 heures (foyer Aimée-Matteraz, 15, rue Jean-Pierre-Timbaud), avec Louis Adam, économiste du NPA.

**10 novembre, Dette, réunion publique, Pantin**

Le comité NPA de Pantin organise une réunion publique sur la dette, avec la participation du Groupe de travail économique. RV à 19h30, salle André-Breton à Pantin.

**17 novembre, Octobre 1961, Projection débat, La Brèche, Paris.**

La librairie La Brèche organise une projection débat du film de Daniel Kupferstein *Dissimulation d'un massacre* sur le 17 octobre 1961 produit par la Brèche. RV à 18 heures, 27 rue Taine, Paris 12<sup>e</sup> (M° Daumesnil).

**25 novembre, discriminations, rencontre La Brèche, Paris.**

La librairie La Brèche organise une rencontre avec les auteurs de Répression et discrimination syndicales (Syllepse) et les postiers en lutte. RV à 18 heures, 27 rue Taine, Paris 12<sup>e</sup> (M° Daumesnil).

**Lire aussi en page 5, tout l'agenda de la campagne de Philippe Poutou**

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

# VERS UN KRACH SOCIAL ET SANITAIRE

SUITE DE LA PAGE 1

Dans son rapport Médecins du monde accuse : « Une étape supplémentaire a été franchie en 2010/2011 dans le rejet des plus vulnérables hors du système solidaire d'accès aux soins. À la crise économique qui se traduit par une recrudescence de la pauvreté s'ajoute une réponse publique plus sécuritaire que sociale. » Les consultations dans les antennes de MdM ne cessent d'augmenter (+10% en deux ans) et l'état de santé de la population se dégrade. La majorité des enfants, qui représentent 12% des consultations, ne sont pas à jour de leurs vaccins. De nouveau, la rougeole et la tuberculose tuent en France du fait de la dégradation du niveau de vie. La majorité des femmes enceintes qui ont recours à MdM présentent un retard de suivi de grossesse, seules 23% d'entre elles ont un logement stable et 8% vivent dans la rue ! Quant aux enfants, 9% d'entre eux sont sans domicile fixe et 40% vivent dans un endroit potentiellement insalubre. Car c'est l'autre constat de MdM : « l'année 2010 a aussi été marquée par la dégradation significative

des conditions de vie des personnes rencontrées : le nombre de personnes avec un logement stable a baissé de 45% en dix ans. La crise de l'hébergement d'urgence a été accentuée en 2011 par la baisse des subventions, et par voie de conséquence, la baisse du nombre de places disponibles ».

### LA PAUVRETÉ S'ÉTEND

Bien sûr, les associations caritatives reçoivent les personnes les plus pauvres et ce n'est pas forcément représentatif des conditions du reste de la population. Mais il est clair qu'aujourd'hui, la crise bien sûr, mais aggravée par les dispositions du gouvernement, détériore les conditions de vie de tous (ou presque). Les conséquences de la réforme des retraites, dans un pays où la majorité des salariés sont éjectés après 55 ans, fait diminuer mécaniquement le niveau des pensions. Les diverses réformes de la Sécurité sociale, les forfaits à payer sur les soins et les médicaments, les remboursements, les augmentations du

forfait hospitalier, la hausse des mutuelles... tout cela pèse et sur le niveau de vie et sur la santé de la population.

Et que fait le gouvernement pour y remédier ? Rien. Les yeux rivés sur le triple A et affolé à l'idée de taxer davantage les riches, son électorat naturel, il cherche comment récupérer encore de l'argent en continuant d'accabler les moins bien nantis. De mesures d'austérité en mesure d'austérité, rien n'est suffisant. Mais la solution se profile, comme l'a déclaré anonymement un ministre au JDD : « Si les choses tournent mal, nous devons baisser les retraites ainsi que les salaires des fonctionnaires ! » Voilà tout est dit et il ne faudra pas compter sur le résultat des élections pour que cela change. Le système est malade et c'est incurable.

Dominique Angelini

## regards

Propos recueillis par Xavier Guessou

### ARCHIVES NATIONALES

## La répression pour seule réponse

Depuis le 12 septembre 2010, les salariéEs des Archives nationales de Paris luttent avec succès contre l'implantation de la Maison de l'histoire de France aux Archives. Trois responsables syndicaux sont aujourd'hui menacés de sanctions disciplinaires, dont notre camarade Wladimir Susanj qui a répondu à nos questions.

### Pouvez-vous rappeler la lutte que vous menez depuis un an ?

Cela fait maintenant plus de treize mois que nous combattons le projet d'implantation de la Maison de l'histoire de France aux Archives nationales. Ce projet, voulu par Sarkozy, est nocif à plus d'un titre. Idéologiquement, il est réactionnaire sur toute la ligne car il prône les pires « valeurs » de la France nationaliste, pro-coloniale, raciste et xénophobe. Il met en relief les concepts d'identité nationale, de quête identitaire et mémorielle particulièrement inquiétantes et dangereuses. À l'image de son initiateur, Sarkozy. D'ailleurs, l'avant-projet du Comité d'orientation scientifique de la Maison de l'histoire de France, dont Jean-Pierre Rioux est président, est placé sous l'égide intellectuelle d'un historien français du XIX<sup>e</sup> siècle, passé à la postérité comme un historien raciste, colonialiste et précurseur idéologique de Maurras : Ernest Renan. Voici quelques-unes de ses « pensées » : « La colonisation en grand est une nécessité politique tout à fait de premier ordre. Une nation qui ne colonise pas est irrévocablement vouée au socialisme, à la guerre des riches et des pauvres. La conquête d'un pays de race inférieure par une race supérieure, qui s'y établit pour le gouverner n'a rien de choquant », ou encore : « La démocratie fait notre faiblesse militaire et politique ». Mais aussi : « Un tel morcellement (de la France NDLR) a failli se faire au mois de mars dernier : il se ferait le jour où la France serait mise encore plus bas qu'elle ne l'a été par la guerre de 1870 et par la Commune ». Rappelons à ce sujet que cet individu applaudit au massacre des Communards lors de la Semaine sanglante. Belle référence intellectuelle en vérité. Ensuite, cette Maison de l'histoire de France menace brutalement et directement l'existence même des Archives nationales puisqu'elle leur vole plus de 10 000 m<sup>2</sup> de surface.

Il n'est pas inutile de rappeler que les Archives nationales ont été créées dans le sillage de la Révolution de 1789 et qu'elles représentent la mémoire vivante de tout un pays. C'est dans notre institution, dans nos bâtiments et dépôts que sont jalousement gardés les documents historiques tels que les papyrus mérovingiens, les chartes royales, tout autant que les archives de l'insurrection des Canuts, la glorieuse Commune de Paris, l'affaire Dreyfus, la colonisation – dont celle de l'Algérie –, sans oublier les dossiers sanglants des bombardements de Sétif et Guelma ainsi que ceux des heures sombres des massacres du 17 octobre 1961. Étouffer les Archives, ce serait consciemment détruire toute trace des faits et méfaits des oppresseurs. Voilà pourquoi nous avons occupé les Archives nationales pendant neuf mois, fait signer une pétition qui a recueilli plus de 23 000 signatures, dont des centaines d'historiens, universitaires, archivistes et citoyens, réalisé trois meetings dans les salons des Archives nationales et également pas mal de conférences de presse.

### Quels sont les motifs des poursuites disciplinaires ?

C'est l'organisation d'une conférence

de presse dans l'enceinte des Archives nationales le 17 mai 2011 qui nous vaut ces poursuites. Il y avait à cette réunion, outre les trois responsables de l'intersyndicale Archives (Éliane Carouge pour la CFDT, Béatrice Hérold pour la CFTC et moi-même pour la CGT Archives), Martine Billard, députée de Paris (PG), Jack Ralite, à l'époque sénateur de Seine-Saint-Denis et ancien ministre, Nicolas Offenstadt, historien, Maurice Rajsfus, historien ainsi que Gaël Quirante pour le NPA. En vertu d'un décret de 1982 sur les droits syndicaux dans la fonction publique qui interdit la tenue de réunions au sein des locaux si elles sont ouvertes à d'autres publics que les seuls agents, nous sommes donc entraînés devant un conseil de discipline. Les menaces qui planent sur nous sont très graves car elles peuvent aller d'un avertissement, un blâme (ce qui est déjà une sanction lourde dans un dossier administratif), à la suspension voire la radiation. Notre crime à leurs yeux est d'avoir organisé la résistance des personnels avec l'intersyndicale. En bref, d'avoir appliqué notre mandat syndical, ni plus ni moins. C'est, dans le contexte politique, une nouvelle tentative de criminalisation de l'action syndicale. Cela nous rappelle les poursuites qui ont été engagées il y a peu de temps contre les postiers du 92, dont notre camarade Olivier Besancenot. C'est de même nature : faire taire ceux qui refusent.

### Comment faire pour vous aider ?

Tout ce qui va dans le sens de la mobilisation unitaire nous aide. Il y a eu le meeting unitaire du 18 octobre à la Bourse du travail de Paris, rassemblant dans un bloc déterminé l'intersyndicale de la Culture, des Archives nationales, ainsi que les organisations politiques PS, NPA, Front de Gauche et EÉ-LV. Il faut dénoncer haut et fort cette offensive contre les droits syndicaux par tous les moyens nécessaires, il faut nous aider à monter une forte délégation au ministre de la Fonction publique et pourquoi pas à Sarkozy lui-même pour exiger l'abandon des poursuites contre les trois des Archives.



A. Farge historienne, B. Hérold CFTC Archives, N. Offenstadt historien, I. Bakouche historienne, W. Susanj secrétaire général de la CGT Archives, D. Alaïme secrétaire général de la CGT Culture, K. Gloanec Maurin, PS, secrétaire nationale adjointe chargée de la Culture, G. Quirante direction du NPA, J. Burnouf historienne, archéologue (DR)

# Grèce, la mobilisation monte d'un cran!

La grève générale des 19 et 20 octobre a été un véritable succès, mais qui n'a pas empêché le Parlement de voter de nouvelles mesures d'austérité. La seule solution serait la grève reconductible et auto-organisée.

**A**ugmenter la note de la Grèce d'un cran, telle devrait être l'appréciation d'une agence de notation ! Car à l'occasion de la grève générale de cette semaine, on a pu voir la véritable manifestation des indignés : alors que le rassemblement de samedi, dans le cadre de la journée mondiale, avait réuni peu de monde, mercredi 19 octobre, à l'appel de GSEE et ADEDY (confédération du privé et fédération du public), au moins 300 000 (500 000 selon les organisateurs) manifestantEs ont occupé le centre d'Athènes et des marées humaines ont déferlé dans tout le pays : 60 000 à Thessalonique, des foules en colère à Patras, Larissa, et dans des îles comme la Crète et Chios ! Le fait que la majorité des commerces se soient associés à la grève est un signe très fort de la colère mais aussi du souci de se lier aux organisations ouvrières. Ainsi, le 19, on peut dire que la grève a vraiment totalement bloqué le pays, avec une participation aux manif qui renvoie aux chiffres des années 1970 ! Et la journée de 24 heures s'est étendue à 48 heures devant la colère massive, sur fond de grèves très suivies (nombreuses journées dans les transports, grève totale des éboueurs, occupations durables de ministères...). Devant une telle combativité, les directions syndicales de tout poil sont obligées de durcir leur discours : « *Les crimes perpétrés contre le peuple au nom du prétendu sauvetage du pays continuent* », observe le secrétaire de GSEE (direction à majorité Pasok), N. Kioutsoukis.

## À ATHÈNES

Dans la capitale, le 19, on ne

pouvait que jubiler devant l'événement : un an et demi après les premières mesures anti-ouvrières qui se sont multipliées depuis mai 2010 et plongent les habitants dans la misère, la radicalisation était perceptible un peu partout, mais surtout par le nombre de personnes mobilisées. La moindre petite section syndicale présente était suivie de dizaines de travailleurs, le syndicat des archéologues de la région athénienne regroupait des centaines de manifestants, et on ne parle pas ici des très très gros cortèges des syndicats à tradition de masse comme OLME (professeurs) ou DEI (électricité). Les slogans étaient centrés sur la dette que les travailleurs n'ont pas à payer, mais aussi sur l'exigence du départ du gouvernement Pasok. En fin de cortège, se trouvaient les rangs fournis d'Antarsya (coalition anticapitaliste), du mouvement « *Den Plirano* » (« *Je ne paie pas* », mouvement pour la gratuité des autoroutes et des transports), et de deux ou trois composantes de Syriza.

Le sentiment qui émerge est celui d'une force immense et les affrontements entre flics et différentes composantes (avec des jeunes mais aussi des moins jeunes !) n'ont pas entaché le succès de cette première journée de grève. Autre point important : même s'il a réuni beaucoup de monde dans sa fraction syndicale, le KKE (PC) et son courant PAME sont apparus comme très minoritaires dans la marée des cortèges. Mais au soir du 19, la seule question à se poser était la suivante : vaut-il mieux refaire une deuxième journée calquée sur la première (l'argument étant d'encercler le



(YIORGOS KARAHALIS / REUTERS)

Parlement avant son vote de nouvelles mesures assassines) ou décider de bloquer le pays par la grève reconductible et auto-organisée (la fermeture des magasins induisant l'idée du ravitaillement en cas de grève durable) ? Mais telle n'était évidemment pas la volonté des bureaucraties syndicales ou de PAME !

## LE 20, RECU L'UN DEMI-CRAN

Moins de monde (50 000 minimum à Athènes) le 20 octobre, mais surtout, une confiscation de l'organisation par les responsables staliniens de PAME : peut-être pour se remettre en selle après leur très net effacement dans le rassemblement de la veille ? Toujours est-il que toute la logistique était entre leurs mains, et surtout, alors que

beaucoup de monde était venu sur des bases radicales, la volonté du KKE était de protéger le Parlement, ce qui a amené très vite à des affrontements avec des jeunes. Si le KKE parle de « fascistoïdes » à leur propos et si on ne peut pas exclure la présence de provocateurs, il est sûr que l'attitude du KKE en garant de la démocratie bourgeoise ne pouvait que faire réagir bien des manifestantEs qui aimeraient justement faire tomber au plus vite cet outrage à la démocratie que représente le gouvernement Papandréou. Les affrontements ont été en partie arbitrés par les flics, et le soir du 20, on annonce la mort d'un manifestant, à la suite apparemment du gazage intensif.

**T. Anastasiadis et A. Sartzekis**



Par **Henri Wilno**

## APRÈS LE SOMMET EUROPÉEN

**M**ercredi 26 octobre, nouveau « sommet » de la zone euro. À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous n'en connaissons pas le résultat exact. Mais les aspects essentiels sont déjà clairs :

- recapitalisation des banques pour une centaine de milliards d'euros ;
- restructuration de la dette grecque : tout en maintenant leurs exigences antisociales, les gouvernements de l'Union européenne prennent acte du fait qu'un remboursement total est impossible ;
- renforcement du Fonds de stabilisation censé voler au secours des États en faillite. Malgré les divergences, il y aura un accord sur plusieurs de ces points. Nicolas Sarkozy, qui parle jeudi 28, pourra dire qu'un cadre a été créé pour sortir la zone euro de sa crise mais que, malheureusement, comme la croissance ralentit, il faut que les Français fassent un effort supplémentaire pour préserver le « AAA ».

En réalité, comme après les sommets précédents, rien ne sera réglé et la spéculation a désormais en ligne de mire l'Italie. D'ores et déjà, les financiers exigent de la France un taux d'intérêt supérieur à celui de l'Allemagne. La croissance économique baisse aux États-Unis et en Europe. Les gouvernements européens naviguent à vue, d'où des divergences entre États encore exacerbées par les postures de Sarkozy qui veut tout ramener à lui. La seule perspective de ces gouvernements est une austérité encore renforcée.

Hollande s'inscrit pleinement dans cette orientation : en 2013, déficit réduit à 3 % et dette payée rubis sur l'ongle. Quitte à mettre au rancart un projet socialiste déjà dérisoire. Et la première visite à l'étranger de Hollande a été pour le Premier ministre espagnol dont la politique a fait passer à 22 % le nombre de ménages vivant sous le seuil de pauvreté. Cet aplatissement devant les marchés durera tant que les peuples ne feront pas entendre leur voix. Dans ce contexte, le rôle de la vraie gauche, c'est de dire « nous n'en serons pas et nous résisterons ». Il faut virer Sarkozy. Mais si Hollande passe, il ne faudra soutenir d'aucune façon, à l'intérieur ou à l'extérieur du gouvernement, une politique d'austérité. C'est le sens de la candidature de Philippe Poutou. Mais le NPA fera en sorte que le rassemblement le plus large se réalise en ce sens.

## Libye: pas de libération sous occupation!

**L**e dictateur Kadhafi est tombé et ceux-là mêmes qui l'avaient accueilli en grande pompe dans leurs salons, comme Sarkozy, s'en réjouissent. Il aura fallu peu de temps aux gouvernements européens pour réaliser que le soulèvement populaire en Libye était aussi l'occasion double de se débarrasser d'un régime encombrant et de s'appropriier une partie des richesses du pays. Dans cette logique, le CNT libyen, dont une partie des membres n'est autre que d'anciens conseillers « repentis » de Kadhafi, semble avoir beaucoup plus de liens avec l'impérialisme qu'avec les masses opprimées libyennes. La première déclaration du président du CNT a d'ailleurs été de préciser que la Libye serait gouvernée selon la Charia, la loi islamique. Ce qui en dit long sur les volontés émancipatrices de ce « gouvernement ». On ne pleurera pas la dictature, bien sûr. La mobilisation de la population laisse encore

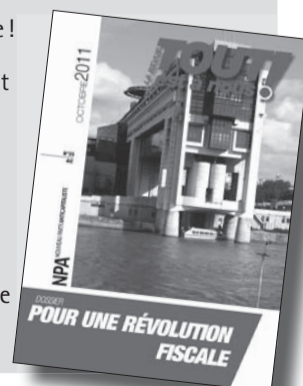
ouverte la possibilité pour les travailleurEs et la jeunesse de Libye de prendre leurs affaires en main. Mais on ne peut idéaliser la situation. Les processus d'émancipation sont longs mais dans le cas présent, ils doivent faire avec une donnée majeure : un redéploiement impérialiste dans la région (présence de troupes, de conseillers, d'infrastructures) et le pillage des ressources. C'est pourquoi il était nécessaire de s'opposer dès le début à l'intervention de l'Otan en Libye. Parce qu'il s'agissait d'une reprise en main occidentale d'un processus révolutionnaire mais aussi parce que l'occasion était donnée à la bourgeoisie française, en particulier, de bénéficier d'une vente à la découpe des richesses du pays. Avec cette intervention, les révolutionnaires libyens ont dû faire face à une double contre-révolution : celle du pouvoir de Kadhafi d'un côté, celle des impérialistes de l'autre, dont le CNT est de plus en plus le jouet.

L'Otan n'avait pas un seul instant l'intention de défendre les intérêts des peuples. On ne peut croire que la démocratie se construira sous occupation, sous tutelle de puissances impérialistes qui ont plus d'une fois démontré que leur objectif était de piller au profit des multinationales. Pour nous, la seule force capable de se débarrasser de la dictature en Libye, et en ce moment même en Syrie, c'est le peuple, les travailleurs sur place. Notre tâche, pour les y aider, est d'affaiblir les puissances impérialistes, de dégager notre propre gouvernement. Cela implique de miner la crédibilité de sa politique extérieure, pas de laisser croire qu'il peut être d'une quelconque aide pour les peuples.

Nous exigeons le retrait des troupes de l'Otan et l'arrêt de toute présence impérialiste en Libye!  
**Armelle Pertus**

## LE N°25 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE

**VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO** un dossier sur la nécessaire réforme fiscale, un témoignage sur un cabinet de médecins anticapitalistes, un débat sur l'articulation entre luttes féministes et antiracistes et bien d'autres articles encore ! Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : *Tout est à nous !*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.



# POUTOU 2012

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste



## En campagne

### Les enjeux d'une campagne

Face à la politique de continuité que nous promet Hollande s'il est élu, le programme du Front de gauche fondé sur la bataille institutionnelle ne saurait suffire.

Le 16 octobre, 3 millions d'électeurs se sont saisis de l'occasion des primaires du Parti socialiste pour dire leur ras-le-bol de Sarkozy et des politiques de rigueur. Le discrédit de l'UMP et du pouvoir grandissent aux rythmes de la crise et des scandales. Ce mouvement de rejet s'exprime, pour une part, autour du Parti socialiste et de celui qui est maintenant son candidat, François Hollande. Les premiers sondages sont significatifs : au premier tour Hollande devance largement Sarkozy et l'emporterait avec plus de 60% des voix au second. Celui que sa rivale Martine Aubry appelle « la gauche molle » ou Jean-Luc Mélenchon « un grand bol d'eau tiède », devient ainsi le porte-parole d'un profond mécontentement. Certes, sans illusion mais il n'empêche, Hollande devient le symbole d'aspirations et d'exigences qui le dépassent largement. Samedi dernier, à l'occasion de la convention d'investiture, le « candidat normal » a tenté de sortir de lui-même pour s'inscrire dans la continuité historique de Mai 68, du 10 mai 1981 et... du gouvernement Jospin, évoquant pêle-mêle Jaurès, Blum, Mitterrand puis... Gambetta, Ferry, Clémenceau, Moulin et De Gaulle... « La France que je présiderai portera un message universel ». Tout ça pour nous convier à « être les meilleurs dans la mondialisation » et à construire un « pacte éducatif », « démocratique ». On imagine assez mal la portée universelle de celui qui se veut l'homme de la rigueur budgétaire, de la maîtrise des déficits et qui a d'ores et déjà annoncé que le « projet socialiste » ne serait même pas son programme. Homme des ambiguïtés, Hollande s'inscrit en toute cohérence dans la continuité de Mitterrand. Si ce dernier avait réussi la cohabitation droite-gauche, Hollande, lui, veut réussir l'alternance droite-gauche en s'appuyant sur les modifications du calendrier électoral qui associe la présidentielle aux élections législatives. Et pour l'heure, entre deux discours creux, il discute de choses sérieuses, « la préparation d'une future majorité parlementaire ». Dans sa polémique avec Cécile Duflot, il met les points sur les i ; « Accord de gouvernement et accord électoral sur les circonscriptions sont liés. » À bonne entendre, salut !

#### IMPASSE INSTITUTIONNELLE

Et le Front de gauche se débat dans le piège. Mélenchon a beau promettre de « faire jouer les muscles » ou de « tellement secouer Hollande qu'il va bouger », c'est bien Hollande qui tient les rênes. En bon mitterrandien, ce dernier saura jouer la force tranquille, laisser le temps au temps pour faire plier ses alliés potentiels aux contraintes des institutions. « Si j'arrive à prouver que le vote utile est celui qui assume la confrontation avec le système financier, qui veut transformer les institutions et organiser le partage des richesses, j'ai gagné. Sinon, Hollande l'emportera », s'exclame Jean-Luc Mélenchon. La confrontation, dans les urnes ? Transformer les institutions avec l'accord de la haute administration, de l'État ? Partager les richesses dans la concertation ? Ce n'est pas crédible. Le radicalisme du verbe ne suffira pas à sortir le Front de gauche du piège institutionnel et parlementaire, de sa dépendance vis-à-vis du PS. L'enjeu de la campagne est tout autre. Il s'agit d'ouvrir une perspective qui prépare une réelle confrontation avec les banques, les gros actionnaires et le patronat pour, par les luttes et les mobilisations, changer le rapport de forces, conquérir la démocratie, c'est-à-dire le droit pour les travailleurs et la population de contrôler la marche de l'économie, de la finance, de l'État. L'enjeu est de nous donner les moyens de construire une force politique, ouvrière et populaire, qui assume sans ambiguïté la confrontation, une opposition de gauche si la gauche libérale revient aux affaires. C'est bien là le véritable débat à gauche.

Yvan Lemaître

## Moody's s'invite au Parlement

Les menaces des agences de notation sont des outils aux mains des gouvernements pour imposer toujours plus d'austérité.

La dictature de la finance continue d'étrangler les peuples, et cette semaine, après avoir abaissé la note de l'Espagne, Moody's s'attaque à la France.

Par le plus grand des hasards, l'agence de notation a attendu patiemment le premier jour des débats sur le budget à l'Assemblée nationale.

Cette manœuvre des plus grossières nous montre une fois de plus que ces agences sont le bras armé de la finance et des capitalistes qui ont décidé que désormais tout devait, en Europe, passer entre leurs mains. Il s'agit comme nous l'observons en Grèce et, comme nous avons pu le voir dans le passé en Argentine, de privatiser les derniers services publics comme la santé, les transports et l'éducation, de détruire les acquis sociaux comme les retraites et les caisses de Sécurité sociale, et enfin de réduire le coût du travail au maximum. Cette menace, la note de Moody's, est également un outil pour que les gouvernements complices, justifient ces coupes budgétaires, ces mesures de casse sociale et de vagues de privatisations. De droite comme de gauche, les gouvernements européens s'y plient sans aucune résistance. De Zapatero à Merkel en passant par Papandréou, l'abaissement des notes justifient des attaques de plus en plus violentes vis-à-vis des peuples. La situation en Grèce doit nous alerter sur ce qu'il risque d'arriver également ici en France, le candidat socialiste François Hollande n'ayant donné aucune illusion sur sa volonté de « payer la dette », « d'austérité budgétaire » et de « rétrécir l'État ».

Après avoir réussi à imposer sa réforme des retraites, le gouvernement, dans l'attente des présidentielles, semblait devoir



ralentir ses attaques. Mais rien ne préserve la France du « hold-up » que les capitalistes opèrent en Espagne et en Grèce. Leur champ de bataille s'élargit de jour en jour à toute l'Europe. Le débat sur le budget au Parlement verra sans doute, au final, l'accentuation de l'austérité budgétaire. Même si la campagne présidentielle ralentit pour le moment la violence des attaques, nul doute qu'au cours des prochains mois celles-ci vont redoubler de violence, les agences de notation étant de plus en plus voraces. Il n'y a pas d'issue à cette logique destructrice sans contestation de

la légitimité de la dette et sans en exiger l'annulation.

La grève générale a réussi en Grèce la semaine passée, le mouvement des Indignés dans le monde entier nous montre que partout des voix s'élèvent pour ne pas payer. « Nous sommes les 99% », « On ne paie pas », sont autant de slogans qui fleurissent pour refuser la dictature des banques, les plans d'austérité. À nous d'imposer l'austérité aux spéculateurs et aux patrons, dans la rue et dans les urnes.

Thibault Blondin

## Échos de campagne



### Meeting réussi à la fac du Mirail à Toulouse

Plus de 220 personnes étaient réunies jeudi 20 octobre au Mirail pour le premier meeting de campagne sur une université qui s'est tenu à Toulouse. C'est une véritable réussite et cela montre qu'il y a un écho aux discours du NPA dans la jeunesse. Après une intervention d'une jeune militante sur les résistances dans la jeunesse, les salariés de Freescale ont expliqué le combat qu'ils mènent contre les licenciements. Myriam Martin a ensuite démontré l'illégitimité de la dette et la nécessité de n'en rien payer. Enfin Philippe Poutou a conclu ce meeting

en partant des luttes sociales actuelles (Fralib, Fonderie du Poitou, etc.) pour montrer la nécessité d'une rupture anticapitaliste en permettant aux jeunes et aux travailleurs de prendre en main leurs propres affaires, jusqu'au contrôle de la société dans son ensemble. Tous le monde a apprécié ce meeting à l'ambiance dynamique, propre à cette université qui a connu de nombreuses luttes par le passé. Il s'agit maintenant de proposer à tous les jeunes présents de mener la campagne de Philippe Poutou.

Correspondant

**Échos de campagne**

**Mardi 18 : Philippe à Marseille et avec les Fralib**

Le 18 octobre, les organisations politiques de gauche se sont retrouvées pour un meeting de soutien aux Fralib. Un peu plus tôt dans la journée le candidat du NPA dénonçait la responsabilité des banques dans la crise.

**N**ous arrivons à la gare SNCF Saint-Charles à 11 h 30 sous un soleil légèrement voilé. Après l'accueil ponctuel et chaleureux des militants du NPA, la préparation de la journée se fait sur une terrasse d'un bar autour d'un premier café. Premier rendez-vous pour le point presse. Les journalistes de l'AFP, la *Marseillaise*, le *Provençal* sont présents avec des photographes ainsi que la radio locale, Radio Galère. Découverte du candidat, raison de sa venue à Marseille, des pages de notes et deux articles plutôt sympas le lendemain.

Après un repas en terrasse dans un restaurant où nos camarades sont honorablement connus, départ discret vers notre objectif de l'après-midi. Nous investissons avec une dizaine de camarades une agence locale du Crédit Lyonnais : prise de parole d'un camarade pour appeler à «sauver les banques» suivi d'un «démenti» de Philippe dénonçant le rôle de prédateur des banques avec la complicité du gouvernement. Nous recevons un bon accueil des passants, malheureusement pas très nombreux en ce jour de semaine. L'encadrement de la banque tente mollement de nous évacuer, mais nous repartons sans incident. Une initiative intéressante à renouveler un jour de plus grande affluence. Petite pause dans un café du port et, vers 18 heures, retour vers le lieu du meeting, place des Mobiles. La préparation en a été perturbée par les hésitations du PCF, annulant sa participation jeudi dernier dans une grande confusion, sans que l'ensemble de ses militants en soient informés, pour revenir sur sa décision à la sortie du week-end. Résultat, des affiches et des tracts avec leur logo, d'autres sans. Ces cafouillages ont affaibli la

mobilisation, y compris parmi les militants et salariés de Fralib, soucieux de l'unité. Si le soutien aux Fralib est très large, la conception de l'unité n'est pas la même pour tout le monde ! Mais, pour finir, tout le monde politique local (PCF, GU, Rouges vifs, PG, Alternatifs, ÉELV, PS), est présent dès l'ouverture du meeting. L'initiative est plutôt réussie : 400 participants, interventions de toutes les composantes dont celle de Philippe pour le NPA. Une présentation de la lutte par un de ses animateurs en introduction et le détail de la mobilisation et des perspectives en conclusion. L'accent est mis sur la crédibilité du projet industriel alternatif imaginé par les

salariés de Fralib et leur volonté de se battre jusqu'au bout : Unilever doit partir en laissant la possibilité d'une reprise de l'activité sauvegardant l'emploi avec la préoccupation d'une production prenant en compte la question sociale mais aussi environnementale et la coopération avec une agriculture soucieuse d'écologie. Toutes les interventions sont centrées sur le soutien militant, politique, syndical et des appels aux pouvoirs publics nationaux et locaux. Philippe commence par remettre les 590 euros collectés pour la solidarité, lors de la manifestation du 11 octobre à Paris avec la vente de coffrets Éléphants. Il insiste sur le caractère décisif de la

coordination des luttes (Fonderie du Poitou, Goodyear, PSA, etc.), indispensable pour s'engager sur la voie du succès. L'ambiance est à l'unité et le meeting se termine par l'*Internationale*. La soirée se prolonge par un concert avec la participation d'un groupe local puis de ZEP. Ambiance assurée. Les discussions multiples se poursuivent entre les salariés de Fralib et les militants, dont une quarantaine du NPA, bien visibles avec drapeaux, badges, manifestement bien insérés dans le soutien. Le tout trop agréable pour qu'on n'ait pas envie de revenir... pour fêter leur victoire.

**Robert Pelletier**

**500 signatures, notre premier tour à nous !**

**V**oilà déjà plusieurs mois que nous sillonnons les routes et que nous dépensons beaucoup d'énergie pour récolter les signatures de maires qui nous permettront d'être présents lors des élections présidentielles. Chaque jour, nous mesurons à quel point cette loi des 500 parrainages est un obstacle à la démocratie et au fait que nous puissions exprimer une voix différente dans le paysage politique. Alors qu'Olivier Besancenot était le candidat à gauche qui avait récolté le plus de suffrages après le PS en 2007, le NPA n'est toujours pas assuré de pouvoir présenter un candidat en 2012. Alors que les multiples rebondissements de la crise mondiale montrent l'impasse dans laquelle nous mène le capitalisme, nous ne sommes pas sûrs qu'une candidature anticapitaliste puisse s'exprimer lors de ces élections. Au moment où tout le monde se glorifie de la réussite des primaires socialistes et du formidable élan

démocratique qu'elles constituent, nous avons un peu l'impression que la démocratie est à géométrie variable. Bien des maires se font l'écho des consignes données par des dirigeants à leurs élus pour les empêcher de parrainer d'autres candidats, voire de menaces de pressions financières, de réduire leurs subventions. C'est bien l'inverse que l'on est droit d'attendre des élus et des partis de gauche. La bataille pour récolter 500 parrainages de maires constitue notre premier tour à nous. Nous devons encore intensifier nos efforts pour atteindre l'objectif. Nous appelons celles et ceux qui pensent une candidature du NPA est indispensable, à nous aider. La mobilisation doit être générale pour que, dans cette campagne, nous puissions inviter les luttes des jeunes et des salariés et dire haut et fort que nous refuserons de payer leurs crises.

**Juliette Stein**

**L'UMP au bord de la crise de nerfs**

La convention nationale de l'UMP a été exclusivement consacrée au projet du PS, sur fond de divisions exacerbées à droite, devant l'impopularité de Sarkozy. Pour autant, le PS ne saurait être une alternative.

**O**n peut reconnaître à François Bayrou un mérite : il a trouvé le mot juste en remarquant que les dirigeants de l'UMP, après s'être plaints que la primaire du PS ait polarisé l'attention médiatique pendant près de deux mois, n'ont rien trouvé de mieux que de consacrer la «convention nationale» devant marquer leur retour médiatique au... PS ! Présentée par ses initiateurs comme destinée à «décortiquer les mensonges du projet socialiste», cette «séance d'exorcisme collectif et télévisé» (selon *le Monde* du 19 octobre) a cependant tourné court. La quasi-totalité des commentateurs, y compris partisans de Sarkozy, a souligné le ridicule du procédé copiant le téléthon pour additionner, à l'aide d'un compteur reproduit sur écran géant, le coût insupportable pour les finances publiques des dites «promesses socialistes». Beaucoup ont indiqué que le chiffre présenté (255 milliards d'euros en cinq ans) était disproportionné par rapport aux fort modestes propositions du PS et de son candidat, et l'argument hollandiste selon lequel l'UMP agit comme si elle était dans l'opposition a fait mouche. Dans le même temps, malgré le retrait de Borloo de la course présidentielle, les divisions à droite et singulièrement au sein de l'UMP continuent de s'exacerber. L'affrontement entre Fillon et Copé en

vue du leadership à droite de l'après-Sarkozy, auquel tous pensent déjà, se précise. La Droite populaire, courant de l'UMP le plus réactionnaire et proche des positions du FN, s'affiche jusqu'en une du journal d'extrême droite *Minute* (pour lancer une «pétition nationale» contre le droit de vote des étrangers...), tandis qu'une Droite humaniste se forme pour lui faire pièce, à l'initiative notamment de l'ancien Premier ministre, Raffarin.

**CONTRE SARKOZY**

L'arrière-fond de tous ces déchirements est évidemment le rejet massif, parmi les travailleurs et la population, de Sarkozy et de son gouvernement ; un rejet si fort qu'un sondage récent a pu créditer Hollande, face au président en exercice, de 62% des voix au second tour de la présidentielle... Pourtant, il n'y a dans la population que peu d'illusions dans la capacité du PS à mener une politique qui soit réellement, qualitativement différente de celle de l'UMP. Hollande, plébiscité dans un vote dont les classes populaires et la jeunesse étaient les grandes absentes, ne fait en réalité que surfer sur la volonté majoritaire de se débarrasser de Sarkozy et de son gouvernement. Le paradoxe de la situation est qu'en réalité, ils ne peuvent plus désormais être sauvés que par le... PS. La grande

question de la présidentielle de 2012 est de savoir si son résultat sera décidé par le rejet populaire envers ceux qui sont aujourd'hui en place, ou par le peu d'enthousiasme, de la part des mêmes secteurs exploités et opprimés, à l'égard de ceux qui attendent de prendre la place. Le 22 octobre sur France Inter, le député Jérôme Cahuzac, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale et proche de François Hollande, rendait un hommage appuyé au gouvernement du «socialiste» espagnol Zapatero, qui a selon lui le mérite de prendre des mesures douloureuses mais nécessaires, mettant ainsi en avant l'intérêt supérieur de son pays et, au-delà, de l'Europe, même si cela le condamne à perdre les prochaines élections. Et il opposait cette attitude courageuse et altruiste à celle du gouvernement Sarkozy qui, lui, reste inactif ou se contente au mieux de demi-mesures, au risque de mettre maintenant en danger «le triple A de la France»... Une façon on ne peut plus claire d'annoncer une austérité de gauche ! Alors, bien sûr, il faudra virer Sarkozy et sa bande, mais sans faire aucune confiance aux dirigeants du PS, et en affirmant dès à présent une alternative.

**JPh Divés**

**Agenda**



**Samedi 5 novembre, Bordeaux.**  
Fête du NPA, de 15 heures à 23 heures, salle Gouffrand, 9 rue Gouffrand, Bordeaux

**Mercredi 23 novembre, Angoulême.** Réunion publique, 19 heures, Rives de Charente, 5, quai du Hallage, Angoulême Quartier Saint-Cybard.

**Jeudi 24 novembre, Saint-Denis.** Meeting régional Île-de-France, 20 heures, Bourse du travail, 9 rue Génin 93100 Montreuil.



**Vendredi 25 novembre, Bayonne.** Meeting

**Vendredi 2 décembre, Rouen.** Le NPA aggro de Rouen ouvre sa librairie au 40 rue des Murs Saint-Yon et organise une soirée à cette occasion avec Philippe Poutou.

**Samedi 3 décembre, Le Havre.** Fête du NPA à partir de 16 heures (débat sur les mobilisations contre l'austérité, 18 h 30 intervention de Philippe Poutou, apéro, repas, musique), salle Louis Eudier, Quartier de l'Eure, Le Havre.

**Lundi 5 décembre, Grenoble.** Meeting

**Samedi 10 décembre, Annecy.** Meeting



**Lundi 31 octobre, LCI à 7 h 45** et itélé à 19 h (Élysée 2012).



# À Nice face

## Suspendre le paiement de la dette

Éric Toussaint, président du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM) Belgique, analyse les enjeux du G20 et de la crise, et appelle à une mobilisation globale pour arrêter le paiement de la dette.

**Quels sont, dans ce contexte de crise globale, les enjeux du G20 de Cannes sous la présidence française ?**

Il y a un approfondissement de la crise, en particulier pour les pays les plus industrialisés. Les gouvernements des pays dits « émergents » comme le Brésil, l'Inde, la Chine, la Russie voudraient en profiter pour obtenir plus de place dans les institutions internationales, comme le FMI et la Banque mondiale. Le G20 est une institution illégitime. En 2008, elle a été mise en place par les pays du G7 (club tout aussi illégitime composé des États-Unis, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, du Japon et du Canada) qui voulaient convaincre les pays émergents de les aider à trouver une solution à la crise, sans y parvenir. Cette réunion du G20 est la première réunion internationale après l'énorme succès de la mobilisation des IndignéEs du 15 octobre 2011. Bien qu'il ait eu relativement peu d'échos en France, ce mouvement a mobilisé 1 million de manifestantEs sur toute la planète, principalement en Espagne, en Italie et au Portugal sans oublier Wall Street [lire *Tout est à nous!* n° 120].

C'est donc un rendez-vous important pour les activistes qui militent contre la globalisation libérale. Il est important de se mobiliser à la fois dans la rue et lors du forum des peuples au Mali<sup>1</sup>, pour exprimer notre opposition aux orientations prises par ceux qui prétendent diriger la planète.

**En quoi la crise européenne est-elle devenue une question globale ? Quels rôles vont jouer les États-Unis et les pays émergents sur cette question ?**

Le très important ralentissement économique qui affecte l'Europe, la faillite d'institutions bancaires comme Dexia peuvent avoir un effet boomerang sur le reste de l'économie mondiale : un effet domino pour les institutions bancaires ou financières aux États-Unis, d'une part, et une contraction des exportations de la Chine et d'autres pays exportateurs vers l'Europe, d'autre part. Les pays de l'Union européenne et en particulier de la zone

euro, effectivement, sont au centre de la crise mondiale actuelle. Les développements qui auront lieu dans les mois qui viennent auront un impact sur l'ensemble de l'économie mondiale. Les États-Unis sont très préoccupés par l'effet boomerang de faillites bancaires européennes sur les institutions financières américaines, tellement ces institutions sont interconnectées de deux côtés de l'Atlantique. Leurs préoccupations ne sont pas strictement politiques, elles sont d'abord économiques.

**Quelles campagnes de convergence s'organisent en Europe à propos des dettes publiques ? Quel rôle joue la campagne menée en Grèce ?**

Partout en Europe, le remboursement de la dette est le prétexte pour renforcer des politiques d'austérité. Les coups contre les travailleurs et la majorité de la population pleuvent. Progressivement dans la constitution d'une campagne européenne pour la suspension du paiement de la dette, pour la réalisation d'un audit citoyen, c'est le pas à accomplir dans les semaines et les mois qui viennent. La Grèce a entamé le processus au mois de mai 2011, avec la constitution d'une commission citoyenne d'audit de la dette grecque. Elle a essaimé en Irlande, en Espagne, en France (où un comité citoyen pour l'audit de la dette vient de naître). Prochainement, la même initiative se développera au Portugal, en Belgique et en Italie.

On a donc une réelle possibilité concrète de rassembler les forces sociales qui remettent en cause l'ordre néolibéral et, au-delà, le système capitaliste. Les rassembler sur un thème unificateur. Si on arrive, par la mobilisation de la rue, à obtenir la suspension du paiement de la dette pour plusieurs pays, on changera radicalement les rapports de forces en faveur de la majorité sociale. Cela vaut la peine de s'engager dans cette lutte.

**Propos recueillis par Flavia Verri et Gilles Pagaille**

1. Dixième édition du forum des peuples « De Siby à Niono, les peuples exigent l'autodétermination ! » qui sera un contre-sommet africain au G20, à Niono au Mali, du 31 octobre au 3 novembre 2011.

Une fois de plus, les pays riches du G20 se réunissent en grande pompe pour parler des crises financière, économique, agricole, alimentaire. Une fois de plus leurs solutions seront nos problèmes !

À Cannes, c'est un festival d'horreur qui commence. Au menu, comme plat principal, la crise de la dette publique en Europe. Les pays émergents du G20 veulent éviter à tout prix l'extension de la crise, tandis que les autres veulent limiter ses effets... sur les banques.

La résolution de la crise européenne et précisément de la crise grecque est donc vitale pour les saigneurs du monde. La Grèce est ainsi devenue le laboratoire mondial de la casse généralisée des acquis sociaux.

À Nice, le contre-sommet du G20 est le rendez-vous des peuples qui refusent de payer la crise. C'est le rendez-vous contre la dette illégitime au Sud comme au Nord et contre les politiques d'austérité. C'est le rendez-vous de ceux et celles qui comme en Espagne, en Grèce, en Italie et ailleurs... ne se résignent pas et lèvent la tête !

Pour toute information sur la campagne, le programme complet du sommet des peuples, les moyens de transports organisés pour s'y rendre, le logement sur place : [www.mobilisationsG8G20.org](http://www.mobilisationsG8G20.org)

CONCERNANT LE BUS PARIS-NICE :

- 65 euros A/R
  - 40 euros A/R précaires/chômeurs/jeunes
  - départ lundi 31 octobre au soir (à Denfert), arrivée à Nice le 1<sup>er</sup> novembre en début d'après-midi, départ de Nice en fin de soirée (après le concert), retour à Paris le 2 novembre en fin de matinée
  - chèques à l'ordre de l'APEIJ
- Pour récupérer des places et des infos, envoyer un mail à : [busparis.antig20@gmail.com](mailto:busparis.antig20@gmail.com)

## AU PROGRAMME

**1<sup>er</sup> novembre**

Manifestation internationale à 15 heures, départ esplanade De-Lattre-de-Tassigny, cortège anticapitaliste et internationaliste avec le NPA, Sinistra Critica...

**2 novembre**

Table ronde, 12 heures - 14 heures, Forum des alternatives à Nice :

Face au G20 et aux politiques d'austérité, quelles alternatives de la gauche de transformation sociale et écologique ? avec : les Alternatifs, Alternative libertaire, la Fédération pour une alternative sociale et écologique, le Mouvement des objecteurs de croissance, le Nouveau Parti anticapitaliste, le Parti communiste français, le Parti de Gauche et le collectif italien « Nous ne paierons pas leurs dettes ».

## Le « Non à la dette » devient un mouvement

Le 1<sup>er</sup> octobre dernier une assemblée s'est tenue à Rome avec environ 800 personnes - convoquée par un appel intitulé « On doit les arrêter ! » et signé par près de 1 500 délégués syndicaux, travailleurs et travailleuses, précaires et étudiantEs<sup>1</sup>.

Le mot d'ordre central de l'assemblée était : « Ce n'est pas nous qui payerons la dette ». Cela a créé une prise de conscience qui a tendu à transformer cette première rencontre dans un « espace politique public » et qui a déjà abouti à un cortège commun dans la grande manif du 15 octobre derrière la banderole unitaire reprenant ce mot d'ordre.

L'assemblée a exprimé la volonté d'aller au-delà de la participation conjointe au cortège, pour s'engager dans la construction de comités locaux capables d'une intervention sociale de masse, avec un rôle central des jeunes et surtout le refus d'être un assemblage de forces politiques et syndicales résiduelles d'une phase précédente.

L'assemblée a concentré son attention sur la lettre de la Banque centrale européenne (BCE), qui exige une politique très dure du gouvernement italien, et sur la nécessité qui en découle de construire « un mouvement politique et social » autonome par rapport aux forces politiques, distinct du gouvernement et de l'opposition, en mesure de comprendre le caractère périlleux de Berlusconi mais aussi des diktat de la BCE, des provocations patronales des Marchionne et de l'appel à la cohésion nationale du président de la République, Giorgio Napolitano.

La plateforme avec laquelle cet « espace public » se

présentera sur la scène politique est importante : non à la dette, réduction drastique des dépenses militaires, refus des accords de concertation entre patronat, syndicats et gouvernement, non à la précarisation du travail, défense des biens communs (à partir du non au TGV), démocratie, avec l'égalité des droits des immigrés et la liberté d'information.

Voilà les ingrédients d'une motion de conclusion votée à une très grande majorité par l'assemblée, dans laquelle on retrouve aussi la demande d'un référendum sur l'Europe.

Il s'agit d'un projet politique, certainement pas d'un cartel électoral ou de la préfiguration de « recompositions », improbables pour le moment. En même temps, « Non à la dette » fait un autre pas en avant avec la naissance de la campagne appelée « Rivolta il debito »<sup>2</sup> lancée par différents acteurs sociaux et politiques - explicitement inspirée par l'expérience de CADTM - avec une orientation plus militante et l'objectif de fournir un point de vue anticapitaliste en dégagant de nouvelles ressources et potentialités, surtout parmi les nouvelles générations.

Pour Sinistra Critica ce sera le principal engagement de l'automne - y compris avec une présence à Nice contre le G20.

**Piero Maestri, porte-parole de Sinistra Critica**

1. <http://sites.google.com/site/appellodobbiamofermarli/>  
2. jeu de mot entre retourne et révolte la dette, [www.rivoltaildebito.org](http://www.rivoltaildebito.org)

L'a

Après un décentra travail n saient u journée Avec le une volé plus de Rien qu million mouven politique sence d intergér pose co cherche Pour ne blées de la fois o toire et périodic l'ensem À cette s'ajoute la santé de la fa des coup propre p une exp forces d politique aucune média n codes d' à chaqu Cette inc doses de mencent

# ce au G20 !



## Automne chaud des Indignés

Un reflux pendant l'été, en partie dû à sa réalisation vers les quartiers et les lieux de mobilisés, beaucoup d'observateurs prédisent un déclin du mouvement des Indignés. Le 15 octobre a été l'occasion d'un démenti.

Le slogan « De l'indignation à l'action » et l'onté d'internationaliser la lutte, les rues de 700 villes dans le monde ont été investies. À Barcelone et à Madrid, près d'un demi-million de citoyens ont répondu à l'appel d'un mouvement diversifié qui, malgré des cultures différentes (ou parfois même en l'absence de culture politique), malgré son caractère générationnel de plus en plus marqué, s'impose à un acteur politique de masse qui a duré.

Prendre que l'exemple catalan, 30 assemblées par quartier – dont 23 à Barcelone – ont été organisées des actions concernant leur territoire. Participé à une coordination qui se réunit régulièrement afin de décider des initiatives de base du mouvement.

La mise en place de l'implantation territoriale du mouvement, celle dans les secteurs en difficulté tels que l'éducation ou le logement qui souffrent de la plus directe et la plus douloureuse des pressions budgétaires. Ces secteurs ont établi leur programme de mobilisation faisant du 15 M une pression politique difficile à manier pour les élites de l'establishment. Aucune organisation officielle du spectre parlementaire/institutionnel, une grande centrale syndicale, aucun grand parti ne comprend (ou ne veut comprendre) les dynamiques d'un mouvement qui se renforce et le montre à chaque fois qu'il en a l'occasion.

La dépendance du mouvement, avec de grandes capacités de spontanéité et non sans désordres, comme à rayonner dans d'autres parties du monde.

Si le symbole en a été Tahrir comme acte tangible d'organisation sociale et de lutte posant la possibilité du changement social, avec *Occupy Wall Street*, le mouvement s'est internationalisé jusqu'à arriver au cœur du capitalisme global.

La crise du système a reçu une réponse tardive mais elle était attendue par beaucoup. Elle s'est exprimée à travers un mouvement neuf, qui neutralise la répression par des méthodes de résistance passive et qui a sonné à la fois le réveil politique d'une nouvelle génération et le rappel de vieux militants résignés. Ensemble, on commence ou on recommence à agir et à penser politiquement depuis les places.

C'est un mélange de grande indignation et de détermination et les espaces de construction comme la manière de construire une alternative, sont ceux de toujours même si de nombreuses nuances existent. Participation horizontale et engagement réel, pour se mettre d'accord autour de propositions politiques et la rue comme un lieu de socialisation et de combats.

Ce processus de repolitisation peut être comparé au mouvement altermondialiste qui a atteint son zénith au moment des mobilisations contre la guerre en Irak en 2003. Par la suite, les reculs aux niveaux politique et de la contestation sociale ont été l'antichambre des reculs sociaux opérés dans la phase de crise systémique.

Si chacun de ces mouvements a ses propres caractéristiques, leur point commun peut se résumer au mot d'ordre « *Penser globalement et agir localement* ». Peut-être que dans le 15 M, qui a réuni un demi-million de personnes le 15 octobre dernier, il est possible de passer « *de l'indignation à l'action* ». C'est le moment !

**Jorge Sánchez, Izquierda Anticapitalista**

## Cette Grèce qui saigne et qui lutte...

Tandis que la Grèce s'enfonce dans une crise généralisée et cataclysmique, le gouvernement social-libéral est plus isolé que jamais, dans un pays balayé par des vagues successives de grèves, de manifestations et d'occupations de tout genre. Dans un tel contexte, la grève générale des 19 et 20 octobre a répondu aux attentes : des centaines de milliers de manifestants (au moins 300 000) à Athènes, et autant dans le reste du pays où par endroits ont été battus des records historiques d'affluence !

Cependant, les plans d'une austérité de plus en plus barbare et inhumaine se succèdent jour après jour pour le bonheur de la Troïka (FMI, Commission européenne, Banque centrale européenne) qui les impose, et le malheur de la grande majorité de la population grecque désormais saignée à blanc. Le message adressé aux citoyens grecs par tout ce beau monde capitaliste faisant bloc derrière la Troïka et le gouvernement Papandreou est très clair : on va vous écraser sans pitié, car la Grèce d'aujourd'hui est le laboratoire mondial où les maîtres de ce monde testent et mesurent les capacités de résistance des peuples face au néolibéralisme le plus extrême. Oui, c'est la guerre car la Grèce d'aujourd'hui constitue un cas-test, avec les pauvres Grecs dans le rôle du cobaye planétaire ! Voilà donc comment s'explique l'arrogance, la férocité et la longévité de ce gouvernement dépourvu de tout soutien populaire dans son pays : il tire sa force de l'appui de ces patrons internationaux dont il n'est que l'instrument docile dans cette Grèce dépouillée de sa souveraineté nationale. Mais voilà aussi, pourquoi les citoyens grecs se battent pour nous tous, pourquoi leur combat est aussi le nôtre, pourquoi leur victoire ou leur défaite sera aussi la nôtre !

Alors, ce qu'il nous faut c'est tirer au plus vite les

leçons de ce qui se passe en Grèce. D'abord, il ne s'agit plus de la « bonne » vieille austérité d'autres époques, d'habitude synonyme de gel de salaires. En Grèce maintenant, il s'agit de coupes (permanentes) de salaires et de pensions atteignant et même dépassant les 50%. Il s'agit de licenciements de masse et d'un chômage qui, en 2012, atteindra 26%. Il s'agit des dizaines de taxes et autres impôts « extraordinaires » qui frappent – comme d'habitude – les salariés et même les... chômeurs ! Il s'agit surtout du démantèlement ou de la privatisation de tous les services publics, ce qui se traduit par la liquidation de 40% des hôpitaux, la fermeture de milliers d'écoles et surtout, la condamnation à une mort programmée et à brève échéance de milliers de Grecs handicapés, en voie de désintoxication ou souffrant de maladies incurables auxquels l'État vient de couper tout subside et aide médicale ! Il s'agit en somme d'un véritable cauchemar qui se résume à l'apparition de la faim et de la dénutrition des enfants dans les grandes villes grecques...

Mais il n'y a pas que ça. Cette société grecque qui saigne et désespère est aussi une société qui lutte, résiste toujours plus fort car elle n'a plus rien à perdre. Car elle n'a plus peur ! Confrontée à une répression plus que féroce, elle fait preuve d'une obstination et d'un courage qui, à d'autres époques, suffiraient largement pour faire tomber un gouvernement. Et pourtant, le gouvernement moribond reste en place parce qu'il est manifeste qu'aujourd'hui tout ça ne suffit plus. Oui, la leçon principale tirée du « laboratoire grec » doit être nette et claire : aujourd'hui, il faut bien plus car la défense victorieuse du moindre droit élémentaire des salariés suppose une vraie révolte de masse. En somme, une véritable révolution anticapitaliste !

**Yorgos Mitralias**



<http://www.occuponsladefense.net>

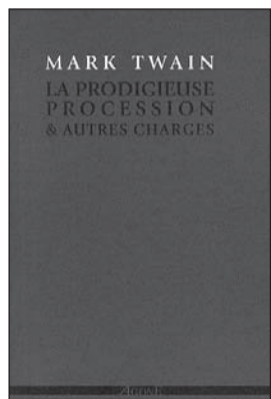
Il y a quelques semaines, le mouvement Occupy Wall Street a mis un coup de projecteur sur les Indignés américains, les «99%» comme ils se définissent. Aujourd'hui, les 99% se lèvent aussi en France en écho au mouvement des Indignés pour préparer une nouvelle action le vendredi 4 novembre à 17 heures. L'objectif? Rassembler un maximum de personnes devant la Grande Arche de la Défense, le quartier des affaires des 1%. Refusant de voir ce 1% décider de notre avenir, France Uncut, Les pas de noms, Copwatch France, Actualutte et de nombreux indignés organisent et soutiennent la future occupation de cette place financière. Si vous souhaitez participer vous trouverez aussi des informations sur les sites : <http://occupyfrance.org> ou [www.fruncut.org/](http://www.fruncut.org/)

l'essai

LA PRODIGIEUSE PROCESSION

& AUTRES CHARGES

Mark Twain  
Traduit par Bernard Hoëpfner  
Agone  
324 pages  
23 euros



« Il doit exister deux Amériques : l'une qui libère le captif, et l'autre qui enlève sa nouvelle liberté à l'ancien captif avant de lui chercher querelle sans le moindre fondement ; puis elle le tue pour s'emparer de ses terres. » Il y eut sans doute aussi deux Mark Twain (1835-1910), « le père du roman américain » avec Tom Sawyer (1876) et Huckleberry Finn (1885), et celui que révèle ce volume et qui mérite tout autant d'être connu, avec cette bonne vingtaine de « charges » inédites en français, et qu'il refusa souvent de laisser publier avant sa mort, tant elles étaient virulentes et le restent aujourd'hui. Mis en contact, par son mariage avec Olivia Langdon (1870), avec les milieux socialistes, féministes et athées de la côte Est, il allait peu à peu faire sien « le droit de l'individu à s'opposer au drapeau et au pays », spécialement à l'occasion de grandes « opérations extérieures » américaines qu'il allait dénoncer de plus en plus fermement. Et c'est ce qui ferait presque distinguer deux livres dans ce volume, l'un qui serait d'histoire et l'autre de méthode. Le premier rappelle par quelle politique impérialiste de plus en plus éhontée (dont la préface de Thierry Discepole énumère utilement les grandes étapes, Amérique latine, Angola, Hawaï, Cuba, Philippines, Chine) les États-Unis se hissèrent au rang de grande puissance, mais aussi au prix de quels renoncements et de quels crimes, comme s'en indignait Twain. Mais il ne se préoccupait pas moins de la manière d'en parler et de faire partager ses vues anti-impérialistes, et c'est l'autre intérêt majeur de ces textes combinant ses talents de journaliste et d'humoriste. Quant à leur actualité, qu'on se souvienne seulement que la création de Guantanamo remonte au débarquement des Américains dans cette baie du sud-est de Cuba pour « libérer le captif » du joug colonial de l'Espagne, en 1898, avant de lui « enlever sa nouvelle liberté », etc.

Gilles Bounoure

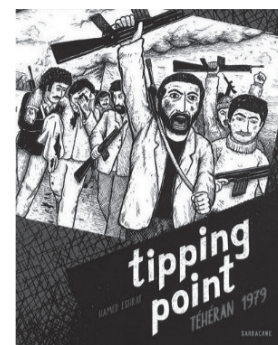
À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE  
27 rue Taine 75012 Paris / [www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)  
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43  
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



LIVRES  
**TJUANA CITY BLUES**  
Gabriel Trujillo Muñoz  
Traduction Gabriel Jaculli  
Folio Policier / 4,10 euros  
Alors que l'avocat Morgado se fait construire une nouvelle bibliothèque, voici que l'un des menuisiers, un dénommé Blondie, lui demande de l'aider à retrouver son père, disparu des décennies plus tôt. Il lui remet une enveloppe contenant des coupures de journaux et des photos jaunies. Malgré ses réticences, la curiosité de Morgado est piquée au vif par l'histoire de cet homme qui fréquentait les écrivains de la beat generation, Burroughs, Kerouac, ainsi qu'un certain nombre de représentants de la pègre locale... Et il se pourrait bien que tout ça ait à voir avec un trafic de drogue. Bien construite, l'intrigue tient en une centaine de pages et nous conduit de Mexico à Tijuana sans un seul temps mort. Muñoz joue avec les références littéraires, et nous montre par la même occasion combien les histoires du Mexique et des États-Unis sont entremêlées. Un auteur à découvrir !  
Henri Clément



MUSIQUES  
**TASSILI TINARIWIEN**  
Coopérative music/V2  
Originaire du nord-est du Mali, Tinariwen, formation touareg, est née en exil en Algérie. Durant les années de guerre civile, le groupe imprégna son œuvre d'un atypique blues du désert qui aujourd'hui assure son rayonnement à travers le monde. Leur musique incarne et magnifie ainsi un renouveau culturel et politique qui raisonna jusqu'au concert d'inauguration de la coupe du monde en 2010, démontrant la vitalité élégiaque de ces hommes et femmes du Sahel. Leur nouvel opus continue de creuser cette veine avec le souci singulier de l'internationaliser, voire de l'américaniser au bon sens du terme, par un étrange retour à l'envoyeur, grâce au concours de Tunde Adebimpe et Kyp Malone, membres de TV On The Radio (directement arrivés de Brooklyn), Nels Cline de Wilco (Chicago) et la fanfare de la Nouvelle-Orléans The Dirty Dozen Brass Band.  
King Martov



BD  
**TIPPING POINT, TÉHÉRAN 1979**  
Hamed Eshrat  
Sarbacane / 16,50 euros  
À l'automne 1978, dans le Kurdistan iranien, une petite famille semble mener une vie normale : une petite fille, une mère enceinte de l'auteur et le père. À un détail près : le père travaille pour la Savak, les services secrets du shah. L'histoire est racontée du point de vue de la mère et nous plonge dans les bouleversements quotidiens qui vont conduire au renversement du shah et à la proclamation de la République islamique. Les activités quotidiennes du mari restent dans l'ombre, mais on sent le désarroi d'un homme tout entier attaché au régime en train de sombrer. Cette dimension humaine évite toute apologie et constitue la grande réussite du livre. Une chronologie bien construite permet au lecteur de se repérer dans les événements et donne quelques informations sur la Savak, formée par la CIA et le Mossad. Un complément indispensable à *Persepolis* !  
Henri Clément



DOC  
**SQUAT, LA VILLE EST À NOUS**  
Christophe Coello  
Se loger fait partie des besoins sociaux fondamentaux auxquels le système est incapable de répondre. Et à Barcelone, comme ailleurs, c'est à la population de prendre son sort en main, sur cette question-là aussi. C'est ce que montre l'excellent documentaire *Squat* en mettant nos pas dans ceux d'un groupe de militantEs catalanEs. Contre des loyers qui explosent et les opérations de rénovation et de réhabilitation qui ont pour conséquence de chasser les milieux populaires hors des villes, ces militantEs pratiquent l'action directe : occupation et réquisition. En les suivant pendant plusieurs années, le réalisateur nous invite à faire comme eux : répondre pied à pied à l'injustice en renouant dans les quartiers avec la solidarité des résistances collectives. À voir... et à mettre en pratique.  
Manu Bichindaritz

EXPOS

Chaissac : « En peinture je parle patois. »

Qualifié de son vivant de « Picasso en sabots », Gaston Chaissac (1910-1964) est encore loin d'avoir la place qui lui revient dans les musées. Deux galeries parisiennes présentent jusqu'au 19 novembre une centaine d'œuvres importantes de ce franc-tireur de l'art.

Gaston Chaissac écrivait en 1947 : « En littérature et arts, je pense que c'est surtout les à peine dégrossis qu'il faut encourager et pousser à ça, car nous, les du peuple, n'avons déjà que trop tendance à classer l'académisme parmi nos préférences ». Il avait quelques titres à se dire « du peuple » : après l'extrême pauvreté de son enfance dans l'Yonne, ce fils de cordonnier allait vite se découvrir tuberculeux, réduit à des gagne-misère et à des séjours en sanatorium. Mais il lisait et dessinait, et il fit ainsi deux rencontres décisives. En 1938, les peintres Otto Freundlich et sa compagne Jeanne Kosnick-Kloss, rejoints par Albert Gleizes, l'encouragèrent dans son travail de plasticien et lui ménagèrent sa première exposition personnelle. En 1940, une exposition de centre de santé lui fit connaître Camille Guibert, jeune institutrice elle aussi en sanatorium, qui allait devenir son épouse et le soutien indéfectible de sa création. Grâce à sa correspondance (il écrivait autant qu'il peignait et dessinait), on connaît bien la vie, le travail et les pensées de Chaissac, « le mari de l'institutrice » confronté aux idées alors dominantes dans le Bocage vendéen où sa femme exercerait jusqu'à la fin. « Rouge, athée, anarchiste, fainéant », il assumait tout et en rajoutait. « J'avais oublié de vous indiquer que je suis surréaliste », écrit-il en 1952, précisant : « Nous autres surréalistes nous ne nous préoccupons guère de choses aussi secondaires que

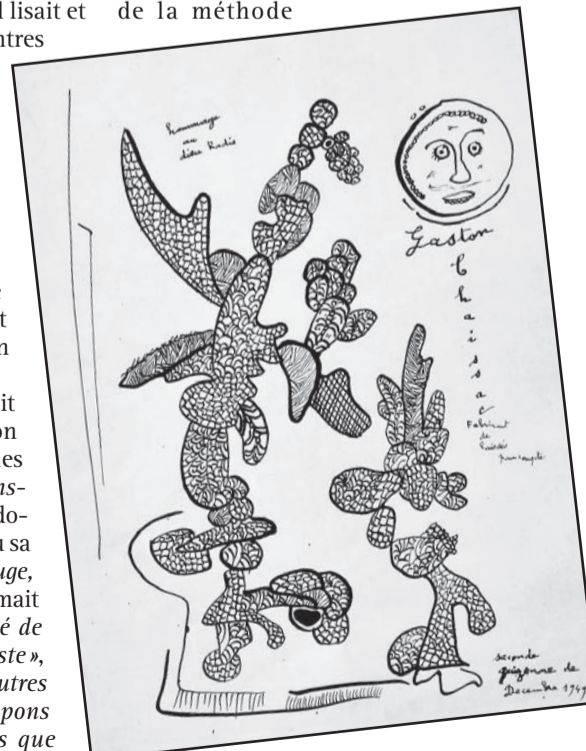
des motifs à agir ». On lit sur ses dessins : « C'est bien moins par intérêt personnel que par sadisme que nombre de gens sont anticomunistes » (13 mars 1944, « dédié aux propriétaires ») ou encore : « Homme du peuple, évite de travailler pour un patron d'opinions cléricales. Crains moins en lui l'exploiteur de sueur humaine que le "hongreur" qui annihilera tes dons. » (1949). On regrette de ne pas mieux connaître la vie et les combats de Camille Chaissac, promotrice de la méthode

Freinet et adversaire non moins résolue de l'église et du château. Comprendre le patois vendéen leur fut nécessaire, mais allèrent-ils jusqu'à le pratiquer couramment? Peu importe : pour Chaissac le « patois en peinture » était bien autre chose, le refus de « l'académisme » d'abord, celui des étiquettes imposées et des enrôlements ensuite, qui le fit résister aux tentatives de Dubuffet de l'inclure dans son « art brut », puis à celles des esthéticiens stalinien de ranger ses écrits dans la « littérature prolétarienne ». « Surréaliste », il l'était à la fois dans ses refus, ses positions politiques, et sa revendication de « toute liberté en art » pour les « du peuple » comme lui. « Picasso en sabots », disait la presse : « Picasso des bidonvilles », « fabricant de laissés pour compte », « fumiste », corrigeait-il. Si « l'action de peindre des tableaux » est un « enfantillage », c'en est un autre, non moins joyeux et libérant, que d'aller voir ces deux expositions Chaissac à Paris.

Gilles Bounoure

« Gaston Chaissac 1940/1950 », Galerie Louis Carré, 10 avenue de Messine 75008 Paris et « Gaston Chaissac Œuvres de 1951 à 1954 », Galerie Brame & Lorenceau, 68 boulevard Malesherbes, 75008 Paris, jusqu'au 19 novembre.

Hommage au Dieu Radis, 1949  
Encre de Chine sur papier, 27 x 20,5 cm  
© Galerie Louis Carré & Cie





## Après les élections en Tunisie

Les premières élections libres ont attiré une très grande partie de la population tunisienne vers les urnes. Les premiers résultats donnent l'avantage au parti islamiste Ennahdha.



**N**euf mois après le déclenchement du processus révolutionnaire tunisien et le départ de Ben Ali, l'aspiration à la démocratie a poussé l'immense majorité des Tunisiens à participer à ces élections.

À l'heure où cet article est rédigé, les résultats définitifs ne sont pas encore connus et les rumeurs vont bon train. Une première certitude, l'Assemblée constituante comportera très peu de femmes : seules 7% des listes avaient en effet mis une femme en numéro 1, y compris parmi les partis faisant de longs discours sur l'égalité des droits entre les hommes et les femmes !

### Succès pour Ennahdha

Ce rendez-vous électoral a surtout profité au mouvement islamiste Ennahdha qui arrive largement en tête (autour de 30% des voix). Même si ce parti n'a pas participé aux mobilisations ayant fait tomber Ben Ali, il est auréolé du statut de martyrs de ses militants emprisonnés et torturés par milliers sous la dictature. Il a bénéficié par ailleurs de ressources financières colossales, provenant notamment d'anciens riches dirigeants du RCD lui permettant notamment d'entretenir des œuvres charitables lui assurant le soutien de milieux paupérisés. Ennahdha a aussi profité d'une

propagande officielle qui a orienté la campagne sur le thème favori de cette organisation : l'identité arabo-musulmane.

Et si Ennahdha s'allie au CPR de Moncef Marzouki, ces deux formations pourraient détenir la majorité absolue à l'Assemblée constituante. Notons qu'Ennahdha bénéficie par ailleurs aujourd'hui de l'appui des puissances impérialistes. Rien d'étonnant pour un parti dont le programme économique est dans la droite ligne des solutions préconisées par le FMI et la Banque mondiale, avec leur cortège de privatisations, de licenciements et de démantèlement des services publics. Rien d'étonnant, en conséquence, à ce que Barack Obama soit le premier à féliciter les Tunisiens du résultat de ces élections. En plus du repli identitaire et des menaces fortes qui pèsent désormais sur les droits des femmes notamment, et qui sont dans le programme d'Ennahdha, les travailleurs qui se sont révoltés aux cris de « un travail est un droit, bande de voleurs » accorderont-ils longtemps leur confiance à un tel parti qui représentera et garantira les intérêts impérialistes en Tunisie ?

### Échec pour la gauche radicale

Ce qui ressort aussi, c'est que les organisations de la gauche radicale sont

les grandes perdantes de ce scrutin. Elles se sont présentées dispersées à ces élections, chacune pensant incarner à elle seule l'essentiel de la radicalité. Certaines, comme la LGO ont finalement décidé de boycotter. Résultat, la gauche radicale ne dispose d'aucun élu.

### Développement des luttes ?

Au lendemain des élections, la situation des travailleurs n'a pas changé, et ce sera la principale désillusion pour nombre d'entre eux. Le rôle des militants révolutionnaires sera alors plus déterminant que jamais.

En effet, les luttes seront indispensables face à la poursuite de la politique néolibérale que compte mettre en œuvre Ennahdha, ainsi que les attaques prévisibles contre les droits des femmes.

Les nombreux militants syndicaux et politiques qui avaient plus ou moins déserté le terrain des luttes depuis le début de l'été pour se lancer dans la campagne électorale, auront la lourde tâche d'aider les mobilisations qui ne manqueront pas de se développer.

### Commission Maghreb

## Victoire de Kirchner et bons résultats de la gauche révolutionnaire en Argentine

**L**es élections présidentielles et législatives du dimanche 23 octobre ont consacré une large victoire de Cristina Kirchner. Elle est réélue au premier tour avec 54% de voix, obtient la majorité dans les chambres (députés et sénateurs) et conquiert le gouvernement dans toutes les provinces (l'Argentine est un pays fédéral), à l'exception de San Luis et de la ville autonome de Buenos Aires. L'opposition bourgeoise est dispersée et écrasée et le candidat en deuxième position, Hermann Binner du *Frente Amplio Progresista*, n'obtient que 17% des voix.

La presse en France a insisté sur l'ampleur de la victoire de Cristina Kirchner et sur la « prospérité » argentine, mais laisse de côté la crise en cours dans le pays et le fait politique le plus intéressant pour les militants anticapitalistes : les bons résultats de la gauche. Les trois partis de gauche se sont présentés unis aux élections, en tant que « *Alianza Frente de Izquierda y de los Trabajadores* », FIT. Le Front a obtenu 500 000 voix pour les élections présidentielles (2,31%). Pour les législatives, les résultats ont été meilleurs : ville de Buenos Aires, 5,60% ; province de Buenos Aires, 3,57% ; Córdoba, 4,34% ; Neuquén, 4,95% et Salta, 8,60%. Dans les quartiers ouvriers et populaires, le FIT a obtenu jusqu'à 15%. Les élections ont enregistré un vrai mouvement populaire vers la gauche même si cela n'a pas permis l'élection d'un député national du fait du système électoral. Par contre, le FIT a réussi à faire élire des députés dans les provinces de Córdoba, Neuquén et Salta.

### Pôle anticapitaliste

Le FIT a enregistré le score le plus élevé de la gauche depuis 1983, fin de la dictature militaire. Il est devenu ainsi un pôle de référence politique anticapitaliste pour l'ensemble de la population, la jeunesse, le mouvement ouvrier, les chômeurs et précaires. Il s'est constitué comme un accord électoral au mois d'août entre le Parti ouvrier, le Parti des Travailleurs pour le Socialisme et la Gauche socialiste, trois organisations politiques de la gauche révolutionnaire trotskiste, marquées par leur opposition aux gouvernements de Kirchner. La formule présidentielle était Jorge Altamira (Parti ouvrier) président et Christian Castillo (PTS), vice-président. Il a reçu l'appui des autres organisations de la gauche révolutionnaire et d'un noyau des militants et intellectuels indépendants de gauche.

La place du FIT est loin d'être seulement électoral. Lors des trois derniers mois, les organisations du FIT ont été protagonistes des mobilisations les plus significatives : la manifestation pour le premier anniversaire de l'assassinat de Mariano Ferreyra ; la solidarité avec le dirigeant des cheminots « Pollo » Sobrero ; la victoire des candidats lutte de classes aux élections syndicales de l'usine Kraft ; la victoire de la gauche aux élections des étudiants à l'Université de Buenos Aires. Les résultats du FIT aux élections traduisent surtout sa présence militante dans la lutte de classe.

Pour les élections, le FIT s'est engagé dans une agitation politique en faveur des revendications ouvrières et populaires dans la crise capitaliste et contre le gouvernement. Il s'agit de la défense du salaire et de l'emploi, la fin du travail précaire et au noir, la nationalisation des banques sous contrôle ouvrier pour faire face à la spéculation et à la fuite des capitaux, la retraite pour tous et toutes avec 82% du salaire, la défense des services publics et des ressources naturelles contre les privatisations et l'impérialisme, la défense des luttes ouvrières et populaires et des militants contre la répression et les bandes armées. Les résultats du FIT et la place de ses organisations dans les luttes est l'expression du développement d'une opposition ouvrière, socialiste, populaire, au régime « progressiste » de Kirchner. C'est un cours différent de celui du Brésil et de l'Uruguay. Le gouvernement de Cristina Kirchner, qui fait partie du G20, va essayer dans la période à venir d'avancer encore plus dans la mise sous tutelle des organisations de masses et dans la négociation avec l'impérialisme. L'existence de cette opposition est fondamentale. Maintenant, un riche débat s'ouvre entre les militants et les organisations sur les suites du FIT et des luttes.

Marcelo N.

## Les étudiants chiliens ont fait exploser la Concertation néolibérale

**L**e mouvement des étudiants au Chili a été pour la Concertation – alliance ayant gouverné de 1990 à 2010 et regroupant notamment le PS Ch, le Parti démocrate-chrétien et le Parti pour la démocratie (PPD) – et pour le néolibéralisme post-Pinochet, ce que la chute du mur de Berlin a été pour les régimes stalinien d'Europe de l'Est. Les six mois de manifestations régulières, au moins chaque jeudi, ont provoqué la crise du gouvernement de Piñera (alliance de la Rénovation nationale (RN) et de l'Union démocrate indépendante (UDI)) ayant succédé à celui de Michelle Bachelet. Ils ont également fait exploser le cartel des partis de la Concertation. Le contexte de la crise mondiale du capitalisme, déclenchée en 2008 aidant, le mouvement a réussi à délégitimer les politiques néolibérales subies par la population chilienne et qui perdurent depuis 38 ans.

Les représentants des étudiants ont quitté le 5 octobre la troisième table de dialogue avec le ministre de l'Éducation, Bulnes, après avoir constaté une fois encore que le gouvernement leur avait sorti les mêmes propositions qu'ils avaient déjà refusées. Cette réunion, à laquelle le président Piñera n'a pas assisté, contrairement à ses engagements, s'est déroulée en fin d'après-midi, après la forte répression de la manifestation qui avait eu lieu dès 10 heures du matin.

Après trois heures de réunion, l'ACES (Assemblée coordinatrice des lycéens), la CONES (Coordination des lycéens) et l'ACETP (Assemblée coordinatrice des étudiants des lycées technico-professionnels) furent

les premières à se retirer de la réunion organisée avec le ministre de l'Éducation. Il s'agit-là de la composante la plus radicale et la plus nombreuse, celle qui inclut les classes sociales les plus populaires pour lesquelles s'en sortir socialement par la formation est le plus critique. Plus tard, ce sont les étudiants de la CONFECH (Confédération des étudiants du Chili) qui ont abandonné la réunion avec le gouvernement. La porte-parole de la CONFECH, Laura Palma, a déclaré que le gouvernement cherche « à perpétuer le même système d'endettement [pour financer les frais d'inscription] et à renforcer le système [d'éducation] privé ». Ce sont là deux points fondamentaux des revendications.

José Ancalao, porte-parole de la Fédération mapuche des étudiants (FEMAE), a indiqué qu'ils « étudient [la possibilité de] garantir l'éducation gratuite [pour tous] avec l'argent du cuivre [le Chili étant le premier producteur mondial] et une réforme fiscale ».

Après cette rupture du dialogue avec le gouvernement opérée par les lycéens et les étudiants, la manifestation du 6 octobre a été encore plus réprimée que celle de la veille. La police s'est attaquée non seulement aux étudiants, mais aussi à la presse audiovisuelle et aux photoreporters. Désormais, depuis que les étudiants ont réussi à écarter le ministre de l'Éducation Lavin, le 18 juillet dernier, l'aile la plus fondamentaliste du gouvernement, l'UDI, a renforcé ses positions dans la politique gouvernementale contre les étudiants.

Une nouvelle manifestation nationale a eu lieu le jeudi 13 octobre. Le soir, trois porte-parole de la CONFECH, Camila, Giorgio et Francisco, ainsi que Gabriel Iturra d'ACES ont pris l'avion pour l'Europe pour faire appel à la solidarité internationale et dénoncer la répression auprès des organismes internationaux à Paris, Bruxelles et Genève. À Paris, un quatrième porte-parole de la CONFECH, Sebastian Farfan, les a rejoints. Celui-ci fait partie, avec Francisco Figueroa, de la majorité de la CONFECH (la minorité étant représentée par Camila Vallejo des Jeunesses communistes et par Giorgio Jackson, indépendant et proche de l'ex-Concertation).

Ces 18 et 19 octobre, de nouvelles manifestations ont montré que le mouvement, loin de se démoraliser, se radicalise face à l'intransigeance gouvernementale. Il s'appuie sur le soutien de 93% de la population et sur les résultats de la Consultation citoyenne nationale des 7, 8 et 9 octobre, à laquelle ont participé 1 027 569 Chiliens dans les urnes et 394 873 par Internet. 87,15% des votants se sont exprimés pour le OUI à une éducation gratuite, publique et sans profits. Seulement 11,2% d'entre eux se sont prononcés pour le NON. La demande d'instaurer un plébiscite au Chili a rencontré un vif succès. Le mouvement a pour objectif de changer la Constitution pinochetiste toujours en vigueur. La CONFECH a confirmé son appel à manifester les 5 et 6 novembre prochains autour du Congrès national à Valparaíso.

Patricio

**Tribune  
position B**

**Il faut un nouveau  
« Non de gauche » !**

La faillite de la banque Dexia est un signe supplémentaire de l'ampleur de la crise qui amène les pouvoirs publics à se mettre entièrement au service des intérêts privés à coup de milliards d'argent public. Craignant un krach de grandes banques, les banques centrales mettent à disposition des banques privées toutes les liquidités nécessaires.

Aujourd'hui, un grand nombre de collectivités publiques connaissent une crise financière sans précédent en raison de l'augmentation brutale des échéances de certains de leurs prêts. Pour majorer leurs marges, les banques ont conçu de nouveaux emprunts dont les taux ont explosé. Dexia est épinglée pour avoir vendu des emprunts toxiques à des milliers de collectivités locales et d'établissements publics. Plusieurs villes ont attaqué la banque en justice et des élus ont demandé à l'État de publier le montant des emprunts dits toxiques souscrits par les collectivités locales et CHU et du montant de la perte estimée à ce jour (7 à 12 milliards selon la Cour des comptes).

« Les banquiers ou la santé il faut choisir ! » C'est ce que proclame un récent tract de SUD Santé Nord-Pas-de-Calais qui évalue à plusieurs dizaines de millions d'euros le montant des intérêts de la « dette toxique » de dix établissements hospitaliers de la région. Le syndicat montre bien que les banques empruntent à 1% auprès des banques centrales et imposent des taux exorbitants à la collectivité et aux hôpitaux publics, surcoûts captés par les requins de la finance qui justifient les mesures d'austérité et de suppressions de postes.

Pour l'annulation de ces dettes, pour convaincre et mobiliser largement, il faut mettre en œuvre une campagne militante pour le moratoire et l'audit de la dette publique. Une campagne d'éducation populaire et d'agitation, ancrée dans les localités et les entreprises, associant les équipes syndicales (dans les hôpitaux, chez les territoriaux...), des militants politiques, altermondialistes et la population.

En Grèce, l'avalanche des mesures d'austérité et une crise de la dette publique qui n'a rien d'exclusivement grec, a amené une partie de la population à ne plus céder au chantage exercé par « ceux d'en haut ».

Alors que les directions de la gauche grecque refusaient de se battre sur ce terrain, taxant la demande d'un audit soit de gauchiste irresponsable, soit de « réformiste », les manifestations se sont de plus en plus orientées contre la dette, des dizaines de blogs étant le fait de jeunes radicalisés « anonymes ». Avec la création du Comité grec contre la dette à l'été 2010 et les jonctions avec des composantes de la gauche radicale, l'exigence de l'audit de la dette publique grecque a connu une véritable percée dans la société grecque. Des centaines de représentants des mouvements de désobéissance civile, de syndicalistes de base ou même des leaders syndicaux en rupture avec leur propre parti, d'universitaires, d'artistes ont apporté leur soutien à la campagne. Des expériences d'audit populaire ont eu lieu dans des localités ou des hôpitaux. La mobilisation grecque inspire désormais des initiatives analogues dans d'autres pays européens. En France, la droite et le Parti socialiste sont d'accord pour payer la dette aux banquiers, à commencer par les 48 milliards d'intérêts, aujourd'hui le plus gros budget de l'État.

Aujourd'hui comme au lendemain des élections de 2012, la dette va être au cœur de la situation politique. Il faut préparer le rassemblement d'une opposition de gauche, sociale et politique, à l'austérité de droite ou social/écologique-libérale en cas de victoire du PS.

Attac a initié un appel unitaire pour un audit citoyen de la dette publique. Saisissons-nous de cet appel pour nous adresser partout aux altermondialistes, aux équipes syndicales et à l'ensemble des composantes de la gauche radicale pour rassembler largement pour la suspension immédiate du paiement de la dette et un audit populaire de la dette, dans les communes, les hôpitaux et tous les services publics, et pour l'annulation de la dette illégitime.

**Guillaume Floris, Ingrid hayes, Olivier Mollaz, Coralie Wawrzyniak**

La position B tiendra une réunion nationale les 5 et 6 novembre. Pour toutes informations, contacter : npa.positionB@gmail.com

**Pays basque, la nouvelle donne**

*L'ETA vient d'annoncer qu'elle cessait toute action armée. Il appartient dorénavant aux gouvernements français et espagnol d'arrêter la répression à l'encontre des militants basques.*

Bien qu'attendue, l'annonce par l'ETA, le 20 octobre, de « l'arrêt définitif de son activité armée » a été caractérisée par la plupart des médias et des commentateurs comme une décision historique. Elle fait suite à une conférence internationale qui a eu lieu le 17 octobre à Donostia (Saint-Sébastien), au Pays basque, dans l'État espagnol. Étaient présents des personnalités politiques comme Jonathan Powell (ancien chef de cabinet de Tony Blair, il participa au processus en Irlande du Nord), Kofi Annan (ancien secrétaire général de l'ONU), Pierre Joxe (PS, ancien ministre de l'Intérieur, de la Défense et de l'Industrie), de nombreux membres d'organisations politiques et syndicales du Pays basque Sud et du Pays basque Nord (du PS à l'UMP en passant par le Modem, en plus des différents courants abertzale). La journée s'est conclue par une déclaration invitant en particulier « l'ETA à déclarer publiquement l'arrêt définitif de toute action armée et à solliciter le dialogue avec les gouvernements d'Espagne et de France... », encourageant « vivement les gouvernements d'Espagne et de France à bien l'accueillir et à consentir à l'ouverture d'un dialogue traitant exclusivement des conséquences du conflit » et suggérant que « les représentants politiques et acteurs non violents se rencontrent pour discuter des questions politiques et, en consultation avec la population, de tout autre sujet qui pourrait contribuer à créer une nouvelle ère pacifique ». Cette conférence est politiquement très importante car elle donne un cadre pour un règlement du conflit, tout en portant la question sur la scène publique internationale. Sa première demande envers l'ETA est aujourd'hui satisfaite. La balle est maintenant dans le camp des gouvernements espagnol et français.

**Nouvelle période**

Une nouvelle période s'ouvre en Pays basque, préparée en fait par l'évolution politique de la gauche indépendantiste. C'est en effet dès le 14 novembre 2009 qu'elle s'est engagée publiquement (déclaration d'Altsasu) à utiliser exclusivement « des voies pacifiques, politiques et démocratiques ». L'accord de Guernica/Gernika, signé par nombre de partis, syndicats, associations du Pays basque, le 25 septembre 2010, a suivi : il demande à l'ETA et aux gouvernements « de prendre les décisions et les initiatives qui permettront la mise en place d'un processus non violent avec des garanties et la normalisation politique progressive » ; le collectif des prisonniers politiques basques a lui-même récemment signé cet accord. De son



Banderole indépendantiste basque dans une rue de Saint-Sébastien (PHOTOTHÈQUE ROUGE/TN)

côté, l'ETA a annoncé le 10 janvier 2011 « un cessez-le-feu permanent, général et vérifiable par la communauté internationale ».

**La répression continue**

Mais ces prises de position et décisions en faveur d'une solution négociée du conflit restent unilatérales. À ce jour, les gouvernements espagnol et français n'ont pas donné l'ombre d'un signe indiquant leur volonté d'aller dans le sens de la discussion et de la négociation. Pire, ils maintiennent voire accentuent la répression. Au Pays basque Sud, les arrestations de militantEs basques se poursuivent et la torture reste pratiquée par la police ; Sortu, la nouvelle organisation de la gauche indépendantiste, n'est toujours pas légalisée. Au Pays basque Nord, l'État français renvoie à Madrid les militantEs basques du Sud réfugiés en France en validant les mandats d'arrêt européens émis par l'Audiencia Nacional ; la police française peut arrêter Aurore Martin, victime de nationalité française du mandat d'arrêt européen, à n'importe quel moment et la remettre aux autorités espagnoles. Plus de 700 militantEs basques sont emprisonnés (dont 139 en France), souvent dans des conditions très dures.

Alors, plus que jamais, l'heure est à la mobilisation pour obliger les États espagnol et français à faire immédiatement des gestes significatifs et aller vers la résolution politique

du conflit. Le rapprochement immédiat des prisonniers basques, demandé par les familles et les organisations, est un premier pas vers l'amnistie qui doit être générale et sans condition. Il faut en terminer avec les juridictions d'exception, avec les illégalisations, comme avec le mandat d'arrêt européen, sinon... comment discuter d'une solution politique ? La question de fond au Pays basque est celle de l'autodétermination, c'est-à-dire du droit du peuple basque à décider de son destin ; le débat politique et démocratique mettra vraisemblablement sur la table différentes options (le statu quo, plus - ou moins - d'autonomie, l'indépendance etc.). C'est la consultation de la population qui permettra de trancher. Ce ne sera ni simple ni rapide mais c'est la seule voie qu'impose la démocratie.

Rappelons que la trêve de l'ETA en 1998 avait libéré le mouvement social et que s'étaient multipliées grèves et manifestations, en particulier sur les salaires et la réduction du temps de travail. Aujourd'hui, au Pays basque comme ailleurs, le monde du travail supporte la crise du système capitaliste et les mesures d'austérité, particulièrement dures dans l'État espagnol. Si le contexte nouveau qui s'ouvre en Pays basque facilite les luttes et les résistances sociales, ce ne sera pas la moindre de ses conséquences positives !

**Claude Larrieu**

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE MAHORAIS  
**À bas la répression coloniale à Mayottew**

*Une délégation de partis de gauche, dont le NPA, ont été reçu au ministère de l'Outre-mer pour protester contre la répression que subissent les Mahorais qui se révoltent contre la vie chère.*

Depuis près d'un mois, les manifestations se succèdent sur l'île de Mayotte, département français depuis le 31 mars 2011, sans que le gouvernement ne semble prendre la mesure de l'urgence à répondre aux revendications économiques posées par ses habitants. La colère est immense, le ravitaillement de l'île incertain, et le chaos s'installe. Les autorités locales tentent avec un certain culot d'en faire porter la responsabilité aux manifestants et aux syndicalistes. Mais qui pourrait accepter de subir la flambée des prix dont est victime le peuple mahorais ? Qui pourrait accepter que, en quelques mois, les produits de première nécessité, huile, riz, viande, soient vendus deux à trois fois plus cher qu'en métropole ? Qui pourrait accepter que les marges bénéficiaires et les taxations en tout genre s'opèrent dans l'opacité la plus totale, échappant jusqu'à aujourd'hui à tout contrôle (un médiateur « spécialiste » vient seulement d'être nommé). Qui pourrait enfin tolérer qu'à ces justes revendications,

exprimées depuis un mois, le gouvernement n'ait trouvé qu'une réponse, celle de la répression ? Il y a une semaine, deux escadrons de gendarmerie sont venus renforcer le dispositif répressif de l'île. Mercredi 19 octobre, un manifestant de 39 ans, Ali El Anziz était tué sur une place de Mamoudzou, prise dans un déluge de gaz lacrymogènes et de tirs de flash ball. Une enfant de 9 ans qui jouait à proximité, atteinte elle aussi par un tir, a perdu un œil. Les habitants mahorais sont quotidiennement l'objet d'injures racistes de la part des CRS et des gendarmes mobiles. La situation, à plus d'un titre, rappelle le mouvement en Guadeloupe de l'automne 2009, même si le mouvement LKP (*Liannaj Kont Pwofitasyon*) par son niveau d'auto-organisation, et les exigences démocratiques et autogestionnaires qu'il portait, était bien plus avancé que ne l'est pour l'instant celui de Mayotte. Les revendications touchant au niveau de vie, à l'accaparement des richesses par une minorité, à la dignité sont les mêmes

à Pointe-à-Pitre ou à Mamoudzou. Les brutalités policières et le racisme des forces de répression sont également les mêmes. Lundi 24 octobre à Paris, à l'initiative du NPA, une délégation des partis de la gauche française, à l'exception du Parti socialiste, a été reçue au ministère de l'Outre-mer afin de protester contre la répression qui s'abat sur Mayotte. Elles ont exigé que toute la lumière soit faite sur les circonstances ayant entraîné la mort d'Ali El Anziz et la blessure invalidante d'une enfant de 9 ans ; que des négociations sérieuses soient ouvertes sans délais pour examiner les revendications économiques et sociales exprimées par le peuple mahorais. Si la répression devait perdurer, le NPA fera dans les prochains jours une proposition unitaire d'un rassemblement de protestation et de solidarité avec le peuple mahorais. Sarkozy... Il est fini le temps des colonies !

**Alain Pojolat**

M-REAL : ILS ONT OSÉ FERMER, IL FAUT LES RÉQUISITIONNER

**L'usine peut et doit vivre avec tous ses emplois**

Après des semaines de négociations avec d'éventuels repreneurs, le PDG de M-Real a soudain rompu les discussions, refusant de vendre. Les salariés remettent en cause sa légitimité.

Le mardi 18, quand les salariéEs ont appris en AG que le PDG finlandais avait décidé d'interrompre les négociations avec les candidats à la reprise et de fermer, la papeterie d'Alizay (27) s'est arrêtée immédiatement. On ne mesure pas toujours à quel point l'électronique peut être sensible à l'air du temps... et l'atmosphère était en effet bien lourde : alors que les deux candidats à la reprise avaient quand même fini par accepter les deux clauses inventées par M-real pour les dissuader (maintien des emplois et couverture des éventuelles pertes du site pendant 24 mois), ils n'ont plus trouvé que le prétexte d'un désaccord sur le prix de reprise... Dans ces conditions, les vieux réflexes jouent aussitôt : braseros, barnum, musique, et comme l'usine marche en continu, on passe son temps de faction au piquet de grève. Le soir même, la réunion du « collectif pour le maintien et le développement de l'emploi » se tient sous la tente, en présence d'une cinquantaine de travailleurs. Au début, ça écoute avec une

curiosité mêlée de distance cette étrange assemblée d'animateurs syndicaux, de maires et d'élus, de représentants du NPA, du Nouveau Centre, du PS, du PCF, d'ÉELV, manifestation habitués à se retrouver chaque semaine. Puis des réflexions fusent, hésitantes, et certains se lancent, proposent une action et défendent leur point de vue : on a vraiment passé un cap ! On se met d'accord sur des initiatives : péage gratuit à 200 un matin, avec, c'est pas banal, une ramette A4 emportée pour un tract accepté. Puis lundi dernier, montée à cinq cars à Paris pour appuyer la réunion de « médiation » avec le Thaïlandais « AA » que le PDG a finalement acceptée. Un résultat à la fois de la pression des travailleurs, de l'ampleur nationale qu'a prise cette affaire et de l'enjeu pour l'avenir tant de l'élu régional et ministre de l'Agriculture, Le Maire, que de plusieurs notables du PS. Mais lundi, retournement brutal : plus question de vendre à quiconque, fermeture point final. Comme si Metsaliitto, société mère de M-real,

avait donné de nouvelles consignes. Le coup est rude et bien des angoisses s'expriment dans les petits groupes de discussion spontanée. Mais au retour devant l'usine, l'AG de 350 personnes décide de maintenir le blocage, de continuer l'action pour les forcer à vendre, de tenir une nouvelle AG mardi midi. Au moment même où les représentants de l'État larmoyaient à la radio sur leur incapacité à forcer un groupe privé à vendre, le secrétaire CGT du CE Thierry Philippot martelait : « M-real n'a plus aucune légitimité, il ne veut pas vendre, eh bien, l'usine elle est à nous, notre droit d'existence doit passer avant leur droit de propriété, ils doivent être réquisitionnés s'il le faut pour vendre aux intéressés, et si nécessaire nous prendrons directement contact avec eux ». Les applaudissements fusent, et il n'est pas habituel ici que l'approbation prenne cette forme.

Correspondants (lundi 20h)

**Xavier Mathieu : « Entendre, pour une fois, que Continental est coupable »**

C'est dans une ancienne patinoire que les dirigeants de Continental côtoient les 526 salariés de Continental qui ont saisi le tribunal des prud'hommes de Compiègne pour contester leur licenciement intervenu à la suite de la fermeture du site de Clairoix. De ce fait, on est parfois loin de l'ambiance feutrée régnant habituellement dans une salle d'audience. Au-delà du refus de principe des licenciements, il s'agit pour eux de se battre jusqu'au bout contre ces patrons voyous. Leur avocate, Marie-Laure Dufresne Castets précise les enjeux de ce procès exceptionnel.

tenter de justifier la fermeture du site. En réalité, cette fermeture était prévue depuis 2006 et les volumes de production du site de Clairoix étaient délibérément diminués chaque année. Ce site était aussi rentable que celui de Sarreguemines.

**Au-delà des arguments économiques, en quoi la direction n'a-t-elle pas respecté les procédures légales ?**

Nous soutenons devant le conseil de prud'hommes que Continental AG, la société mère de Continental France, située en Allemagne à la tête du groupe, a été le véritable décideur de la fermeture du site de Clairoix en sa qualité de co-employeur des salariés licenciés. Cette fermeture s'inscrit dans la politique générale du groupe de transfert d'activité vers les pays low costs. Cependant, elle a été précipitée par le LBO\* opéré par la famille Schaeffler qui, pour prendre le contrôle de Continental a eu recours à des montages financiers audacieux qu'elle fait payer par les salariés des sites « restructurés », voire effacés de la carte comme Clairoix.

**Aujourd'hui quelle est la situation des anciens salariés de Clairoix ?**

140 ont un contrat à durée indéterminée,



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MANEL)

80 tentent une activité commerciale, les autres travaillent avec un contrat à durée déterminée ou en intérim, 650 sont sans activité. Le jugement sera rendu le 25 juin.

Propos recueillis par Robert Pelletier

\* Dispositif d'acquisition d'une entreprise par endettement bancaire facilitant l'acquisition et la défiscalisation du projet.

**Pourquoi saisir les prud'hommes après des mois, des années de lutte ?**

Ce licenciement a causé aux salariés un dommage considérable, tant matériel que moral, qu'ils ne cessent de mesurer chaque jour un peu plus. Ils ont donc toutes les raisons de demander réparation. Par ailleurs, je ne vois pas en quoi la lutte serait exclusive de l'action en justice ou l'inverse.

**La direction prétend que le site n'était pas rentable, qu'en est-il ?**

Avec celui de la crise mondiale et de l'impérieuse nécessité de sauvegarder la compétitivité du groupe, il s'agit-là de l'un des prétextes invoqués par la direction de Continental pour

**Police coupable, patronat responsable**

Trois salariées de la clinique de la Clinique de la Mutualité de Saint-Étienne ont été blessées à Lyon, le 6 octobre 2011. Elles participaient à rassemblement intersyndical devant le congrès de la Fehap<sup>1</sup>, (Fédération d'établissements du secteur sanitaire et social à but non lucratif). Deux d'entre elles sont dans un état grave, tout particulièrement la secrétaire de la CGT dont le pronostic vital est engagé. À l'origine de ce dramatique événement, le gagage sans aucune justification, par les forces dites « de l'ordre », d'une mobilisation pacifique de salariéEs ; pratique qui semble se répandre dans la Sarkosy. Les 2000 manifestantEs s'étaient rassemblés devant la cité des Congrès pour protester contre l'intransigeance de leurs employeurs. Ceux-ci ont en effet dénoncé unilatéralement la convention collective (du 31/10/1951) et fait capoter toutes les négociations depuis des mois. Des salariés dépendant d'une autre

convention collective (celle de 1966) s'étaient joints à eux. À la suite du gagage policier massif un mouvement de foule s'est produit. Les trois salariées se sont retrouvées sur une grille d'aération qui a cédé, provoquant leur chute plusieurs mètres plus bas. La responsabilité directe de ce drame est celle de la police qui est intervenue de manière brutale, sans aucune justification contre un rassemblement de salariéEs. Ces méthodes doivent être dénoncées et combattues. Elles témoignent de la volonté du pouvoir, au moment où la crise s'aggrave, de s'en prendre à toute forme de résistance des salariéEs. Mais la responsabilité des patrons qui se prétendent souvent « sociaux » des établissements privés non lucratifs (établissements associatifs, mutualistes qui n'ont pas d'actionnaires) est également engagée. Leur intransigeance vis-à-vis des revendications

des salariéEs, la remise en cause des acquis sociaux (récupération des jours fériés, les primes de départ à la retraite, le paiement des heures supplémentaires) ressemble de plus en plus à celles du patronat des cliniques privées commerciales. Ils se sont bornés à déplorer le « terrible accident », sans mettre en cause l'attitude de la police, et sans même interrompre leur congrès. Le NPA s'est associé à l'ensemble des organisations du collectif « Notre santé en danger » pour exprimer sa solidarité avec les trois camarades blessées et exiger que la lumière soit faite sur les agissements policiers.

J.C. Delavigne

1. Fédération des établissements hospitaliers d'aide à la personne. Ces établissements sont des établissements privés, mais ne versent pas de dividendes à des actionnaires. Ils ont un statut associatif ou mutualiste.

**S'abonner à Tout est à nous !**

**Par prélèvement automatique**

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

**Tarif standard**

- Hebdo (14 euros/trimestre)
- Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

**Tarif jeunes/chômeurs/précaires**

- Hebdo (10 euros/trimestre)
- Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

**ORGANISME CRÉANCIER :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex  
Numéro spécial d'émetteur : 554755

**Titulaire du compte**

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**

CODE ÉTABLISSEMENT : ..... CODE GUICHET : .....  
N° DE COMPTE : .....  
CLÉ RIB : .....  
Date : .....

Signature : \_\_\_\_\_

**Établissement teneur du compte**

Banque : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....

**Par chèque**, à l'ordre de : NSPAC  
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

**FRANCE ET DOM-TOM**

**Tarif standard**

- Hebdo  6 mois  1 an  
**28 euros** **56 euros**
- Mensuel  6 mois  1 an  
**22 euros** **44 euros**
- Hebdo + Mensuel  6 mois  1 an  
**50 euros** **100 euros**

**Tarif jeunes/chômeurs/précaires**

- Hebdo  6 mois  1 an  
**20 euros** **40 euros**
- Hebdo + Mensuel  6 mois  1 an  
**38 euros** **76 euros**

**ÉTRANGER**

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31  
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



**Ils soutiennent Unilever, plus que jamais nous soutenons les salariés.**

Mardi 25 octobre, la justice a une nouvelle fois pris le parti des patrons et des actionnaires, des multinationales qui s'enrichissent sur notre dos. En effet, le TGI de Marseille vient de sommer les salariés de quitter l'usine qu'ils occupent en les menaçants de faire intervenir les forces de l'ordre. Pour nous, il n'est pas question d'accepter une telle décision qui accuse les salariés. Les coupables c'est bel et bien Unilever qui prive les ouvriers de Frilib d'une liberté fondamentale : celle de travailler. Il est de la responsabilité de toutes et tous de crier haut et fort leur solidarité avec les salariés, qui luttent depuis un an pour maintenir l'emploi et proposent un plan alternatif largement viable. Comme le déclarait aujourd'hui Gérard Cazorla, secrétaire CGT du CE, à l'AFP il faut continuer de « surveiller l'outil de travail ». Plus que jamais, le NPA appelle à l'unité populaire, l'unité des forces politiques de gauche pour organiser une surveillance populaire de l'usine.

**Grève des salariéEs d'Ipsos.**

De parole d'une vacataire gréviste, c'est du « jamais vu ». Les travailleurs et travailleuses d'Ipsos des trois plateaux téléphone de Gentilly, Bordeaux et Plérin sont entrés en grève le jeudi 6 octobre. Ce mouvement, suivi massivement fait suite à l'annonce de la direction de ne verser que 24 euros de prime de partage du profit dite « prime Sarkozy ». Cela représente une enveloppe de 30000 euros pour les 1200

salariés que compte le groupe alors qu'en 2011, les actionnaires ont touché 20 millions d'euros de dividendes, soit 17% de plus que l'an dernier ! Alors que le chômage atteint des niveaux records, la direction d'Ipsos licencie et rogne sur les salaires et les primes pour continuer à servir les actionnaires. Pour les salariéEs, trop c'est trop ! Le 17 octobre, la direction proposait de porter la prime des salariéEs permanentEs à 300 euros et d'octroyer une prime indexée sur les heures effectuées sur l'année de référence pour les salariéEs vacataires, soit 150 euros pour la majorité d'entre eux. En résumé, plus le salaire est bas, plus la prime est basse ! Les vacataires (rémunéréEs à la mission et dont certainEs travaillent pour Ipsos de manière pérenne depuis plusieurs années), qui représentent la moitié des effectifs, ont d'abord poursuivi leur mouvement contre cette proposition largement insuffisante et visant à diviser les grévistes. Depuis lundi, après plus de quinze jours de grève, les vacataires du site de Plérin ont repris le travail, mais attendent la décision de la direction, notamment concernant le paiement de leurs jours de grève. Ils et elles décideront ce vendredi des suites à y donner et ne s'interdisent pas un nouveau débrayage.

**Amiante : victimes en colère !**

Samedi 15 octobre, à Saint-Quentin (Aisne), a eu lieu une manifestation organisée par l'Association nationale pour la défense des victimes de l'amiante (Andeva), la Fnath, l'organisation

italienne Afeva et divers syndicats dont la CFDT, Solidaires et Sud, pour empêcher l'application des deux décrets pris par Xavier Bertrand, ministre du Travail et maire de Saint-Quentin. Ces décrets mis en place 7 octobre 2011, prévoient de modifier la composition du conseil d'administration du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (Fiva), organe qui décide du montant des indemnisations, en nommant directement le président de ce conseil (en somme un homme à la botte du gouvernement), préjudant ainsi à une diminution prévisible des indemnisations aux victimes. Xavier Bertrand avait déjà signé un autre décret, le 3 juin, sur l'amiante dans les bâtiments, donnant une prime aux propriétaires qui n'ont pas respecté le délai de neuf ans pour désamianter. Au lieu de les sanctionner, ce décret leur accorde une dérogation sans date limite. Rappelons que depuis 2004, plus de 25000 personnes sont mortes victimes de l'amiante. La manifestation a rassemblé environ 3500 personnes, dont de nombreuses victimes ou familles des victimes de l'amiante, mais les participantEs n'ont pu rencontrer le maire, qui a de plus ordonné aux policiers de « balader » le cortège dans des rues, où il est passé quasiment inaperçu. ParvenuEs à la place de l'Hôtel de ville, les manifestantEs n'ont pu y rester qu'une vingtaine de minutes après de difficiles négociations avec les forces de l'ordre.

Parmi les slogans, on pouvait lire : « être indemnisé c'est un droit, pas un privilège », « les empoisonneurs doivent être jugés », « Sarko, Bertrand, Medef : fossoyeurs des droits des victimes ». Il est vraiment temps de virer ce gouvernement de larbins du patronat, pour qui la vie humaine a moins de valeur que les profits.

**Congrès du Mouvement socialiste russe.** Les 8 et 9 octobre s'est tenu à Moscou le premier congrès du Mouvement socialiste russe (RCD), avec près d'une quarantaine de délégués. Cette organisation anticapitaliste est née de la fusion de deux groupes : En Avant (Vperiod), lié à la IV<sup>e</sup> Internationale, et Résistance socialiste, lié au CIO (Comité pour une internationale ouvrière). Regroupant environ 200 militants, une majorité de jeunes et beaucoup de syndicalistes, ce mouvement a aujourd'hui des militants dans une quinzaine de villes en Russie et édite à 3000 exemplaires un mensuel : *Socialist*. Trois plaquettes sont en préparation sur l'antifascisme, la libération des femmes et le système éducatif. Depuis sa création, il y a un an, sont venus des militants du PC, des libéraux et quelques inorganisés. Le congrès a adopté un *Manifeste* dont le contenu est très proche des textes fondateurs du NPA, une résolution politique qui appelle à un « boycott actif » des prochaines élections complètement dominées par Poutine et son appareil d'État. Ce dernier a réussi à contrôler plus ou moins son « opposition » comme celle de « Justice pour la Russie ». Le RCD pourra néanmoins faire quelques exceptions pour un ou deux candidats locaux, présents sur ces listes d'« opposition » mais défendant des positions anticapitalistes comme à Saint-Petersbourg. Enfin, avant d'élire sa direction, le Mouvement a eu une longue discussion sur le travail syndical. Invité par le RCD, notre camarade Alain Krivine est intervenu pendant le congrès et, la veille, dans un débat public tenu dans une des rares librairies de gauche à Moscou sur la situation de la gauche anticapitaliste en Europe. Le RCD, une organisation de jeunes cadres encore petite mais qui commence à s'implanter dans le mouvement syndical, antifasciste

et altermondialiste dans un pays dépolitisé par des dizaines d'années de stalinisme et de libéralisme sauvage.

**Au Siaap, une grève révélatrice.** Depuis le 18 octobre, le Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (Siaap) connaît une grève reconductible sans précédent. Cet établissement public gère les eaux usées de 8,5 millions de Franciliens. Sur tous les sites, les deux usines classées Séveso (Achères et Valenton), à Colombes et Grésillons, réseaux ou siège, les agents du Siaap à 60% grévistes, veulent la reconnaissance de leur investissement tout au long de ces dernières années par l'attribution d'une prime mensuelle de 250 euros pour tous. Mais la Ville de Paris soutient le refus du Siaap (dont le président est au Front de Gauche...) de céder à cette légitime revendication, préférant demander aux 1700 agents de participer aux gains de productivité et de s'adapter rapidement aux nécessaires évolutions techniques et réglementaires ! Pourtant le Siaap a les moyens de cette prime en cessant par exemple d'externaliser au privé à des coûts prohibitifs des tâches réalisables par les employés du Siaap, et en reprenant en régie l'usine de Valenton. Si les négociations enfin obtenues pour lundi 24 octobre n'aboutissent pas, le mouvement d'occupation et organisé en AG quotidienne, avec des comités de grève, activement animé par l'intersyndicale CGT-FO-Unsa risque bien de se durcir. Un blocage total des entreprises extérieures (livraison des produits chimiques et restauration) est envisagé. Il est important populariser et soutenir cette grève, étonnamment tue par la presse y compris *l'Humanité*...

**Fabienne L., correspondante 78**



**TOUT est à nous !**  
 hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
 Rédaction : 01 48 70 42 27  
 Diffusion : 01 48 70 42 31  
 Administration : 01 48 70 42 28  
 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex  
 Mail : redaction@npa2009.org  
 Numéro ISSN : 1969-8178  
 Commission paritaire : 0414 P 11508  
 Tirage : 6500 exemplaires  
 Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
 SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
 Gérant et directeur de publication :  
 François Coustal  
 Impression :  
 Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
 Tél. : 01 48 70 42 22  
 Fax : 01 48 59 23 28  
 mail : rotoimp@wanadoo.fr



**SOUSCRIPTION 2011**

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL  VILLE

MONTANT  € Chèque à l'ordre de « NPA souscription »  
 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)



Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.  
 Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex  
 - Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -

**Souscription 2011 :  
 c'est parti, c'est vital,  
 c'est urgent et...  
 c'est possible !**

*La souscription 2011 a débuté. L'objectif est fixé à 350 000 euros. Nous devons les récolter avant le 31 décembre à minuit, c'est-à-dire en deux mois et demi. Pour souscrire, renvoyez-nous le coupon ci-contre ou rendez-vous sur le site du NPA : [www.npa2009.org/souscription](http://www.npa2009.org/souscription) C'est rapide, c'est simple, c'est totalement sécurisé. Qu'on se le dise !*